

WORLD BANK

LES SUBVENTIONS AUX EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES DE L'UE A DESTINATION DE L'AFRIQUE

June 2004

Jacques GALLEZOT (*)
Frédéric BERNARD (**)

(*) Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), Paris, France.

(**) Institut Agronomique Paris-Grignon (INAPG), Paris, France

Sommaire

**Les subventions aux exportations agricoles et agroalimentaires de l'UE
à destination de l'Afrique**

Glossaire.....	4
Résumé exécutif.....	5
Introduction.....	6
1 Principes généraux et fonctionnement du mécanisme des restitutions à l'exportation	6
1.1 Principes généraux.....	6
1.2 Les produits éligibles aux restitutions.....	7
1.3 Les contraintes budgétaires et celles des engagements de l'UE auprès de l'OMC.	8
1.4 Les modalités et le fonctionnement d'attribution des restitutions	8
1.5 Le cas des produits « hors annexe 1 ».....	9
1.6 Le montant de la restitution varie selon la destination.....	9
1.7 La contrainte « volume » des engagements à l'OMC.....	10
1.8 Les dépenses de restitutions	10
1.9 Les subventions à l'exportation des pays de l'OCDE	13
2 La part des produits subventionnés dans les exportations	14
2.1 La part des produits éligibles subventionnés	14
2.2 La part des produits subventionnés dans le total des exportations	17
3 Les restitutions à destination de l'Afrique.....	20
3.1 Des montants de subvention alloués différenciés selon la "qualité" des produits et la destination.....	21
3.2 Une variation infra-annuelle importante des restitutions.....	22
3.3 Méthodologie adoptée pour l'analyse des restitutions à destination de l'Afrique	23
3.4 Les subventions aux exportations à destination de l'Afrique	23
3.4.1 Les niveaux et les équivalents ad valorem des restitutions de l'UE vers l'Afrique	24
3.4.2 La part des produits subventionnés dans les exportations à destination de l'Afrique	27
3.4.3 Les exportations subventionnées par l'UE : principaux produits et pays africains destinataires	28
3.5 La situation sur le marché africain des principaux produits européens subventionnés	30
4 Conclusion.....	34
Bibliographie.....	35
1. Annexe: Exportations de produits subventionnés européens vers les pays africains	37
2. Annexe: Exportations d'autres produits laitiers subventionnés de l'UE vers les pays africains	38
3. Annexe : Exportations des autres produits laitiers : détail par produits	39
4. Annexe : Description des principaux produits laitiers et détail des restitutions.....	39
5. Annexe: Exportations de Sucres subventionnés de l'UE vers les pays africains	40
6. Annexe : Exportations de sucres : détail par produits	41
7. Annexe : Description des principaux produits sucriers et détail des restitutions	41
8. Annexe : Exportations de produits 'hors annexe 1' subventionnés de l'UE vers les pays africains	42
9. Annexe : Exportations de produits "hors annexe 1" : détail par produits.....	Erreur ! Signet non défini.

10.	Annexe: Exportations des Blé et farine de blé subventionnés de l'UE vers les pays africains	44
11.	Annexe : Exportations de blé et farine de blé : detail par produits.....	45
12.	Annexe : Description des principaux produits “blé et farines de blé” et détail des restitutions	45
13.	Annexe: Exportations de viandes de volailles subventionnés de l'UE vers les pays africains	46
14.	Annexe : Exportations de viands de volailles : detail par produits.....	47
15.	Annexe: Exportations de céréales secondaires subventionnés de l'UE vers les pays africains	48
16.	Annexe: Exportations de riz subventionnés de l'UE vers les pays africains.....	49
17.	Annexe: Exportations de beurres subventionnés de l'UE vers les pays africains	50
18.	Annexe: Exportations de lait écrémé en poudre subventionnés de l'UE vers les pays africains	51
19.	Annexe: Exportations de fromages subventionnés de l'UE vers les pays africains	52
20.	Annexe: Exportations de viandes bovines subventionnés de l'UE vers les pays africains	53
21.	Annexe: Exportations de viandes porcines subventionnés de l'UE vers les pays africains	54
22.	Annexe: Exportations d'oeufs subventionnés de l'UE vers les pays africains.....	55
23.	Annexe: Exportations de vins subventionnés de l'UE vers les pays africains	56
24.	Annexe: Exportations de fruits et légumes frais subventionnés de l'UE vers les pays africains	57
25.	Annexe: Exportations de fruits et légumes transformés subventionnés de l'UE vers les pays africains	58
26.	Annexe : Importance des importations des principaux produits européens subventionnés en 2002	59
27.	Annexe : Graphique des parts de marché du Nigeria et de l'Afrique du Sud pour les produits « hors annexe 1 ».....	60
28.	Annexe : spécialisation à l'importation des pays africains (principaux produits européens subventionnés).....	61
29.	Annexe : Schedule CXL – European Communities.....	63

Glossaire

ACP: Afrique, Caraïbe et Pacifique
CE: Communautés européennes
CEPII: Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales
CNUCED/UNCTAD: Conférence des Nations Unies pour le Développement
COMEXT : Commerce Extérieur de l'UE (Eurostat data base)
COMTRADE: Base des Nations Unies sur le commerce
FAO: *Food and Agriculture Organization*
FEOGA: Fonds européen de garantie et d'orientation Agricole
GATT: *General agreement on tariffs and trade*
HS: Système harmonisé de désignation et de désignation des marchandises (OMD)
INRA : Institut National de la Recherche Agronomique
INAPG : Institut National Agronomique
JO : Journal officiel des CE
MFN: Clause de la nation la plus favorisée
NC: Nomenclature combinée (classification tarifaire et statistique de la Communauté européenne)
OCDE: Organisation pour le Développement et la Coopération Economique
OCM(s): Organisation(s) commune(s) de marché
ONIC : Office national interprofessionnel des céréales
OMC: Organisation mondiale du commerce
OMD : Organisation Mondiale des Douanes
PAC: Politique agricole commune
PECOs: Pays d'Europe centrale et orientale
PMAs: Pays les moins avancés
PNB: Produit national brut
Reg : Règlement des CE
TARIC: Tarif intégré des Communautés européennes
UE: Union européenne
UN: Nations Unies
UR: Uruguay Round
URAA: Accord agricole de l'Uruguay Round
US: *United States of America*
WCO: OMD, Organisation mondiale des douanes
WTO: *World Trade Organization*

LES SUBVENTIONS AUX EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES DE L'UE A DESTINATION DE L'AFRIQUE

Résumé exécutif

L'usage des subventions destinées aux exportations est limité par le contexte ouvert après l'Uruguay Round et l'accord de Marrakech portant à la fois sur leur plafonnement et l'engagement les Etats membres (OMC) à les réduire. En outre, dans le cas de l'Union européenne, l'encadrement des dépenses agricoles imposé par les accords de Berlin restreint également le recours aux restitutions. Les objectifs de cette étude sont, d'une part, d'estimer l'importance que revêtent les exportations subventionnées européennes et, d'autre part, de fournir une estimation détaillée des niveaux de restitutions accordées aux exportations agricoles et agroalimentaires à destination de l'Afrique sub-saharienne.

Les restitutions interviennent consécutivement à la politique agricole commune de l'Union pour compenser les écarts entre les prix intérieurs et ceux du cours mondial. Au-delà de ce principe, les conditions d'application se déclinent sur des modalités complexes qui sont prises en compte dans l'étude. Ainsi, les montants des restitutions vont également dépendre des destinations géographiques, des conditions de concurrences et des effets liés aux taux de change.

Sous l'effet principalement des engagements de réductions en volume que l'UE a pris auprès de l'OMC, le montant total des restitutions a globalement diminué de 47% entre 1996 et 2002. Cette réduction a plus particulièrement affecté les produits céréaliers, les viandes bovines et porcines, mais elle a peu touché les produits « Hors-Annexe 1 » et les dépenses de subventions consacrées au sucre et au beurre ont même augmenté. En définitive, tous les produits pouvant prétendre au bénéfice des subventions ne vont pas nécessairement en bénéficier. Au total, si entre 1996 et 2000 près du tiers des exportations agricoles et agroalimentaires de l'UE a été subventionné, cette proportion ne serait plus que de 17% en 2002.

En croisant les données réglementaires fixant les niveaux de restitutions par produits et destinations (TARIC-DG Fiscalité et Union Douanière) avec les statistiques d'exportations (Eurostat – COMEXT), on peut préciser la situation des exportations subventionnées à destination des pays africains. Le niveau de restitutions pour l'ensemble des exportations subventionnées, traduit en équivalent *ad-valorem* (% du prix), serait en 2002 de 26% et ne concernerait que 16% des exportations agricoles de l'UE à destination de l'Afrique.

Les principaux produits bénéficiant de restitutions et importés par les pays africains sont les « autres produits laitiers », les produits « Hors-annexe 1 » et le sucre, avec également dans une moindre mesure, les farines de blé et les viandes de volailles. Ces produits, qui représentent 80% des produits européens subventionnés à destination de l'Afrique, sont principalement destinés au Nigeria, l'Angola, l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire.

Les « autres produits laitiers » qui représentent 30% des produits européens subventionnés importés par l'Afrique se concentrent en fait sur le lait en poudre. Les produits « Hors-Annexe 1 » qui représentent plus de 20% des produits subventionnés à destination de l'Afrique sont principalement des produits destinés à l'alimentation des enfants. Enfin, le sucre, qui représenterait 10% des exportations vers l'Afrique bénéficiant de restitutions, ne concerne en fait que le sucre blanc.

La situation des principaux produits subventionnés exportés par l'UE vers l'Afrique révèle une diminution de la compétitivité des prix des produits européens qui pourrait expliquer le constat que l'on fait simultanément des pertes de parts de marché enregistrées par l'UE pour ces mêmes produits. L'augmentation de l'appréciation de l'Euro par rapport au dollar sur la période considérée serait un facteur influent pour ce constat et en définitive le maintien, voire l'augmentation des subventions à l'exportation de l'UE, pour ces produits, aurait servi à corriger les effets du change sur la compétitivité des prix.

LES SUBVENTIONS AUX EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES DE L'UE A DESTINATION DE L'AFRIQUE

Introduction

Les accords de l'Uruguay Round ont marqué la fin du système des prélèvements agricoles variables, un des éléments les plus caractéristiques de la PAC qui permettait de contrôler les importations en fonction de l'écart entre le prix communautaire (prix de seuil, prix d'écluse) et le prix mondial. Le processus de tarification de ce mécanisme de prélèvements, réalisé à l'issue de l'Uruguay Round (1993), a consisté à traduire les prélèvements variables en droits de douane. Symétriquement, les restitutions accordées à l'exportation, qui visent à compenser l'écart entre des prix mondiaux plus bas que ceux pratiqués sur le marché européen, n'ont pas été explicitement remis en cause. L'article 16 du GATT permettait même la subvention à la condition qu'elle ne conduise pas pour un Etat à détenir "plus qu'une part équitable du commerce mondial". Ce principe relativement flou et objet de querelles vives (Tokyo Round 1979), fut remis en cause par l'Article 3 de l'accord sur les subventions et les mesures compensatoires qui établit la prohibition des restitutions à l'issue de la "clause de paix" (2003).

Ainsi, l'Uruguay Round et l'accord de Marrakech ont conduit les Etats membres (OMC) à continger les subventions qu'ils versent aux exportateurs. Celles-ci devant baisser de 21% en volume et de 36 % en valeur sur la période 1995-2000. Par ailleurs, l'encadrement des dépenses au budget du FEOGA¹, imposé par les accords de Berlin², pèse également sur les restitutions de l'UE et vient en limiter l'usage.

Les objectifs de l'étude sont, dans un premier temps, de récapituler la tendance récente de l'utilisation par l'UE des restitutions à l'exportation et, dans un deuxième temps, de fournir une évaluation détaillée des niveaux de subventions accordés par l'UE aux exportations agricoles et agroalimentaires à destination de l'Afrique sub-saharienne³.

1 Principes généraux et fonctionnement du mécanisme des restitutions à l'exportation

1.1 Principes généraux

Les « restitutions » communautaires versées à l'exportation pour couvrir la différence entre les prix du marché intérieur et ceux du marché mondial constituent historiquement un rouage essentiel et indissociable de la politique agricole commune (PAC). Il faut en effet remonter aux années 60 pour comprendre ce mécanisme, pierre angulaire de la « préférence communautaire »⁴ Pour encourager la production, la Communauté met en place un système de « prix garantis », inspiré de la pratique française de l'achat public. A partir d'un certain seuil, les autorités communautaires achètent la marchandise qui n'a pas trouvé preneur sur le marché : ainsi, les producteurs sont assurés de recevoir au minimum le prix d'intervention. Parallèlement, la Communauté met en place un système de prélèvement variable : le droit de douane s'applique en fonction du prix auquel se présente le produit extra-communautaire. Cette taxe variable couvre la différence entre le prix auquel se présente la marchandise importée et un prix de seuil. Le mécanisme a comme effet de relever le prix des produits importés. Associé au système des

¹ EAGGF European agriculture guidance and guarantee fund.

² Le Conseil européen de mars 1999 décide un plafonnement des dépenses agricoles dès l'année 2000.

³ Ensemble de l'Afrique, à l'exclusion de l'Afrique du Nord (Maghreb, Mashrek).

⁴ Principe qui entend inciter les opérateurs à s'approvisionner en produits agricoles d'origine communautaire plutôt que des produits provenant de pays tiers.

prix garantis, les prélèvements maintiennent sur le marché intérieur des prix structurellement plus élevés qu'à l'extérieur. Une partie de la somme récoltée aux frontières est alors « restituée » à l'exportateur pour combler la différence entre le prix intérieur et celui du marché mondial.

Les réformes successives de la PAC, dont celle de Mc Sharry (1992) instituant une baisse des prix garantis, mais également le processus de « tarification »⁵ initié avec l'Uruguay Round, qui met fin au système de prélèvement variable, vont marquer un tournant décisif pour ces mécanismes. Les engagements signés à cet effet à Marrakech portent⁶ simultanément sur l'accès au marché, la réduction du soutien interne et celle des subventions aux exportations. Les restitutions sont classées comme mesures susceptibles d'introduire des distorsions manifestes dans les échanges agricoles. L'UE s'engage à l'occasion de ce cycle de négociation (Art. 9 de l'Accord sur l'agriculture) à réduire les subventions à l'exportation de 36% en valeur et de 21% en volume sur 6 ans. A l'issue de cet engagement, une Clause de paix (pacte de non-agression agricole) est également adoptée à Marrakech jusqu'au 31 décembre 2003. Depuis, le retard, voire l'échec des négociations de Cancun, laisse planer une incertitude sur les réactions possibles à propos des restitutions auprès de l'OMC au-delà de ce Pacte.

1.2 Les produits éligibles aux restitutions.

Les produits pouvant bénéficier d'une restitution à l'exportation sont identifiés à partir d'une nomenclature spécifique⁷. Celle-ci est regroupée en 15 secteurs, qui correspondent aux différentes Organisations Communes de Marchés (OCM)⁸. La nomenclature des restitutions est en fait basée sur un code à 12 chiffres : les 8 premiers sont ceux de la nomenclature combinée (NC8)⁹, sur laquelle repose le système des statistiques d'importations et d'exportations, et les 4 derniers apportent des précisions sur la nature du produit. Le tableau 1 montre le détail qu'apporte cette nomenclature dans le cas des quartiers arrières de viandes bovines en carcasses (NC8 02012050). La spécificité de cette nomenclature, qui constitue le cadre des produits éligibles aux restitutions a son importance, car la fixation des montants de subventions sera, comme nous l'examinerons plus loin, très différente selon le code additionnel des produits. Il convient également de noter que les produits éligibles aux restitutions ne couvrent pas l'ensemble des produits exportés¹⁰.

Tableau 1 : exemple de nomenclature de produits éligibles aux restitutions : le cas des quartiers arrières de viandes bovines en carcasses

Meat of bovine animals fresh and chilled		Nomenclature Combinée	Code additionnel
1.2.1.1.1.1.1.1.1	Unseparated or separated hindquarters	2012050	
	With a maximum of eight ribs or eight pairs of ribs	2012050	
	From male adult bovine animals	2012050	9110
	Other	2012050	9120
	With more of eight ribs or eight pairs of ribs	2012050	
	From male adult bovine animals	2012050	9130
	Other	2012050	9140

Sources : Reg. 2556/2001, JO des Communautés européennes

⁵ Transformation en droit de douanes les mécanismes de prélèvements variables.

⁶ Les négociations multilatérales se déroulent sur trois piliers : subventions à l'exportation, accès au marché et soutien interne.

⁷ Reg. 2556/2001, JO des Communautés européennes L348/1.

⁸ Céréales, riz, produits transformés à base de céréales, aliments composés à base de céréales, viandes bovines, viande de porc, viandes de volailles, oeufs, lait et produits laitiers, fruits et légumes, produits transformés à base de fruits et légumes, huile d'olive, sucre, sirop, vins.

⁹ La nomenclature combinée européenne est construite à partir des 6 premiers chiffres du système harmonisé de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) et elle est complétée par 2 chiffres qui sont propres à la codification de l'UE.

¹⁰ Ainsi, les produits de la pêche ne sont pas inclus dans cette nomenclature.

1.3 Les contraintes budgétaires et celles des engagements de l'UE auprès de l'OMC.

Les dépenses en matière de subvention à l'exportation pèsent dans le coût des budgets du FEOGA : celles-ci représentent en 2000 près de 5 fois le montant des recettes provenant des droits de douanes à l'importation. Les accords de Berlin en 1999 ont décidé à cet effet d'un plafonnement général des dépenses agricoles mais surtout, depuis 1995, l'UE se doit de respecter ses engagements pris auprès de l'OMC en termes de réduction sur les montants et les quantités octroyées de subventions. Cette double contrainte permet de comprendre que tous les produits exportés pouvant bénéficier d'une restitution (produits éligibles) ne vont pas nécessairement obtenir cette subvention¹¹. Les notifications de l'UE auprès de l'OMC des dépenses et des quantités subventionnées se font dans le cadre des « listes » de produits (Schedule CXL , section II, 1995). Il s'agit là d'une nomenclature agrégée d'une vingtaine de listes dont la composition en termes de produits est officiellement arrêtée à un niveau plus détaillé (Système Harmonisé à 6 chiffres)¹². Précisons que les notifications sont des déclarations d'intentions d'utiliser les subventions respectant les engagements à l'OMC. La mise en œuvre de ces déclarations n'est pas totalement assurée, car entre temps elles peuvent être abandonnées (retrait des certificats) ou les conditions réglementaires imposées aux opérateurs non remplies ou encore diverger sur les volumes déclarés. Cependant, la contrainte de contingentement va bien s'exercer sur l'ensemble des volumes et des dépenses qui sont consacrés aux restitutions. La Commission établit, par rapport à ces engagements, des catégories à l'intérieur de chacune des listes de manière à répartir sur l'année les volumes subventionnés. Néanmoins, compte tenu du niveau de détail de la nomenclature des produits éligibles, des allocations stratégiques sont encore possibles.

1.4 Les modalités et le fonctionnement d'attribution des restitutions

Tous les mois, la Commission, aidée de comités de gestion, qui réunissent jusqu'à deux fonctionnaires par Etat-membre en présence de la DG Agriculture fixe le montant des restitutions. Les procédures d'attribution sont toutefois différentes selon les organisations communes de marchés (OCM). Dans le cas par exemple du secteur céréalier, les entreprises exportatrices font des offres en quantité pour un certain montant de restitution et une procédure d'adjudication est ouverte. Ce processus est différent dans le secteur des viandes, où le montant des restitutions est connu et où celui-ci est payé à l'avance avec comme contrainte le versement d'un dépôt de garantie conditionnel à la réalisation de l'exportation¹³. Pour le sucre, les taux d'adjudication sont fixés tous les mois par adjudication, mais c'est un règlement¹⁴, établi par la Commission européenne, qui arrête leur montant de départ, les dates et les conditions d'adjudication.

On peut illustrer plus précisément les modalités de fonctionnement dans l'exemple du sucre. Chaque jeudi, les opérateurs peuvent postuler à un certain niveau de restitution pour un volume minimum de 250 tonnes. Ils déposent leurs offres par formulaire auprès des organismes de gestion dans chaque Etat membre. Ces propositions sont quasiment toutes transmises, généralement par télécopie, dans la dernière demi-heure de l'adjudication de façon à être en

¹¹ A ce titre, la liste des produits pouvant bénéficier de restitutions (éligibles) est fréquemment révisée. Reg. 1527/2000 modifiant le règlement 2038/99 pour le sucre, Reg 1510/2000 modifiant le Reg. 1766/92 pour les céréales, R 1526/2000 modifiant le R1255/99 pour le lait, R1728/2000 modifiant le reg 3072/95 pour le riz.

¹² Précisons que les listes et leur composition sont différentes des chapitres de la nomenclature des restitutions.

¹³ Le taux de caution étant particulièrement élevé dans le secteur des viandes, les exportations réalisées s'ajustent bien en définitive aux déclarations des certificats

¹⁴ Pour la campagne 2002-2003 du sucre, il s'agit du règlement 1331/2002

phase pour maximiser les chances d'être retenu et minimiser les risques financiers. Elles sont ensuite communiquées à la Commission, qui selon l'état du marché et la destination, fixe le niveau de restitution maximum. Lors des comités de gestion, toutes les offres inférieures sont acceptées et les soumissionnaires retenus sont déclarés adjudicataires. C'est à partir de la meilleure offre que sont arrêtés les niveaux de restitution et l'attribution des certificats d'exportation.

Ce sont justement les certificats d'exportation qui vont permettre d'assurer la gestion des engagements de l'UE auprès de l'OMC. Généralement, l'année est divisée en six périodes, afin de garantir des subventions tout au long de l'année et la Commission centralise les demandes. Chaque secteur de la DG agriculture peut appliquer un taux de réduction ou un arrêt aux demandes de certificats, s'il estime, au vu des volumes et des valeurs cumulés en cours d'année, que les engagements auprès de l'OMC risquent d'être compromis.

1.5 Le cas des produits « hors annexe 1 »

Les restitutions à l'exportation sont destinées aux produits agricoles, dont la liste figure dans l'annexe I au Traité et pour les produits transformés appelés « hors annexe I ». La notion d'ingrédients incorporés serait sans doute plus compréhensible que celle réservée aux produits transformés. Ainsi, par exemple dans le cas de la transformation du lait en fromage, poudre de lait ou yaourt, il s'agit toujours de produits agricoles. Un yaourt ne devient un produit transformé qu'à partir du moment où il est additionné de sucre ou d'autres ingrédients. Ainsi, l'industrie agroalimentaire touche des restitutions si elle exporte de la poudre de lait¹⁵, mais si elle exporte ce produit à titre d'ingrédient d'une marchandise « hors Annexe I », comme les sauces ou d'autres préparations alimentaires¹⁶, une ligne budgétaire lui est spécialement consacrée (FEOGA). La seule condition imposée est que les ingrédients soient couverts par une organisation commune de marché (OCM) comme le sucre, les produits laitiers, les céréales ou les œufs. L'objectif des restitutions « hors Annexe I » est de compenser l'industrie transformatrice qui achète ces matières premières sur le marché intérieur à un prix plus élevé que sur le marché mondial. Pour calculer le montant de la restitution sur chacun de ces ingrédients, il faut se reporter à des coefficients de conversion. En les appliquant à la quantité de chaque ingrédient entrant dans le produit transformé, on obtient la quantité de produits de base à retenir pour l'octroi de la restitution¹⁷. Il convient de préciser que l'Accord du GATT de 1995, stipule que pour les produits agricoles incorporés dans les produits « Hors annexe I », reçoivent le même traitement que lorsqu'ils sont exportés en l'état¹⁸.

1.6 Le montant de la restitution varie selon la destination

Le montant des restitutions peut varier selon les destinations en fonction des conditions de concurrence sur les marchés pour le groupe de produits considéré. Ainsi, le principe reste toujours de compenser l'écart entre le prix intérieur et le cours mondial mais, selon le produit et la destination géographique des exportations, la Commission module le montant des restitutions en considérant la concurrence sur le marché destinataire ou les effets de change. Ces conditions d'attribution des restitutions sont ici déterminées de manière unilatérale au sein des comités de

¹⁵ Au titre du règlement (CE) n° 800/1999 de la Commission, JO L 102 du 17 avril 1999

¹⁶ Règlement (CE) n°1420/2000 de la Commission du 13 juillet 2000. Texte de référence qui établit les modalités communes d'application du régime d'octroi des restitutions à l'exportation et les critères de fixation de leur montant.

¹⁷ Annexe E du règlement (CE) n°1520/2000 de la commission du 13 juillet 2000. Dernière modification par le reg. (CE) n° 1052 de la Commission du 17 juin 2002 (JO L 160 du 18/06/2002)

¹⁸ Article 11 de l'Accord sur l'agriculture : « Produits incorporés : En aucun cas la subvention unitaire payée pour un produit primaire agricole incorporé ne pourra excéder la subvention unitaire qui serait payable pour les exportations du produit primaire lui-même »

gestion par les procédures d'attribution des marchés et la gestion des certificats. Ces destinations se trouvent soit très clairement identifiées par le pays cible (par exemple HU : Hongrie), soit regroupées au sein d'une zone (toujours associées à un groupe de produits). Ces zones et produits concernés, qui ne correspondent pas nécessairement à un recoupement géographique homogène, sont d'un intitulé bien souvent obscur (ex : Restitutions à l'exportation, secteur 10, Destination « 03 »). Comme nous le verrons plus loin dans le cas de l'Afrique les niveaux de restitutions sont extrêmement sensibles à ces considérations d'attribution selon les destinations.

1.7 La contrainte « volume » des engagements à l'OMC

La gestion des marchés avec les certificats, mais surtout les engagements de l'UE auprès de l'OMC, conduisent à une limitation globale des exportations subventionnées. Comme nous l'avons déjà noté, les contingents annuels (engagements) sont définis en volume et en valeur. Si l'on compare les dépenses en subvention effectivement déclarées (notification en volume et valeur) et le niveau d'engagement de l'UE, il apparaît que le contingent OMC peut n'être que partiellement utilisé. Cette situation offre (du moins offrait jusqu'à l'avant-dernière année d'application des accords de l'OMC, en juillet 2000) une possibilité de report sur les années suivantes des volumes et valeurs non utilisés par catégorie de produits. Le cumul de l'utilisation des contingents sur la période allant jusqu'à la Clause de paix (cf. tableau 2) montre que les engagements en volumes ont été beaucoup plus contraignants que les engagements en valeurs. Les engagements en volume sont pour un certain nombre de secteurs utilisés à plus de 90% notamment pour les viandes (volailles, bovines et porcines), le sucre, les autres produits laitiers, le vin, les céréales secondaires et les fruits et légumes frais.

1.8 Les dépenses de restitutions

Les montants accordés de restitution peuvent être appréciés d'une part à partir des notifications déclarées par l'UE à l'OMC et d'autre part, à partir des dépenses du FEOGA. Il existe des différences entre ces deux sources d'informations. Celles-ci tiennent bien entendu au décalage de périodes entre l'exercice budgétaire du FEOGA (16 oct de l'année t au 15 Oct de l'année t+1) et celles de l'OMC (campagnes commerciales variables selon les produits – tableau 3). Ces différences tiennent également au passage entre les déclarations, basées sur les certificats (notifications), et les comptes validés de ces dépenses (FEOGA). Ainsi, ce qui apparaît dans les comptes du FEOGA correspond au paiement de la restitution, qu'il s'agisse d'une exportation directe, du paiement d'une avance ou d'un préfinancement. Ces sommes correspondent donc à des exportations qui ont eu lieu ou qui vont avoir lieu, mais pour lesquelles les formalités douanières ont en principe eu lieu.

La comparaison entre les informations de dépenses (tableau 3) montre en effet qu'en règle générale, les dépenses notifiées sont supérieures aux dépenses budgétaires effectives, notamment dans le cas des céréales secondaires, le blé et la farine de blé, la viande porcine, la viande bovine. Ces écarts vont dans le sens d'une réduction des dépenses déclarées (OMC) par rapport aux dépenses effectives (FEOGA) ; il faut toutefois considérer qu'il existe presque un trimestre de décalage entre ces deux sources pour les produits considérés. Seule ombre à ce tableau : le cas du sucre, qui voit ses dépenses effectives (FEOGA) doubler par rapport aux notifications, bien que les périodes budgétaires et celles des campagnes commerciales soient les mêmes pour ce produit. En fait, les notifications OMC ne reproduisent pas des exportations de sucre de l'UE bénéficiant de restitutions et qui proviennent initialement des pays ACP ou de l'Inde (environ 1,6 millions de tonnes). Celles-ci apparaissent cependant dans les comptes du FEOGA.

Tableau 2 : Taux de remplissage des contingents OMC de l'UE

WTO List	Subsidized	Commitment	Subsidized	Commitment	Rate of	
	exports	levels	exports	levels	Commitment	
	Outlay (Mio ECU)	Outlay (Mio ECU)	Quantity ('000 t)	Quantity ('000 t)	Values %	Quantity %
1996-2000						
Wheat and wheat flour	1623,5	9505,9	59840,4	90096,9	17	66
Coarse grains	2459,9	6910,8	60365,1	62756,5	36	96
Rice	187,1	237,5	675,3	755,9	79	89
Rapeseed	0	177,5	0	588	0	0
Olive oil	108,9	348	370,5	651,5	31	57
Sugar	2947,9	3197,5	6272,4	7213,7	92	87
Butter and butteroil	1737,6	6072,1	950,6	2262	29	42
Skimmed milk powder	956,9	1770,2	1324,9	1550	54	85
Cheese	1269,8	2465,5	1679,8	1921,9	52	87
Other milk products	3880,3	4415,5	5468,7	5472,5	88	100
Beef meat	5242,9	8274,9	4631,5	5054,2	63	92
Pigmeat	845,1	1249	2313,5	2512,4	68	92
Poultry meat	429,8	590,2	1874,6	1875,3	73	100
Eggs	64,2	269,5	481,6	575,8	24	84
Wine	203,4	250,9	13070,5	13163,8	81	99
Fruit and vegetables, fresh	227	338,4	4256,7	4267,8	67	100
Fruit and vegetables, processed	37,2	53,3	523,7	811,9	70	65
Raw tobacco	21,6	370	13,2	791,5	6	2
Alcohol	615	615,9	5581,6	6499,5	100	86
Incorporated products	2903	2981,9	0	0	97	-
2001-2002						
Wheat and wheat flour	116,8	2579,4	11853,8	28876	5	41
Coarse grains	304,3	2093,8	11002,5	21686,4	15	51
Rice	62,6	73,6	264,5	266,8	85	99
Rapeseed	0	55,4	0	207,6	0	0
Olive oil	0	108,6	0	230	0	0
Sugar	855,5	998,2	1934,1	2547	86	76
Butter and butteroil	662,8	1895,6	390,9	798,6	35	49
Skimmed milk powder	62,9	551,6	214,9	545	11	39
Cheese	426,6	683,4	584,1	642,6	62	91
Other milk products	812,3	1395,4	1636,4	1916,2	58	85
Beef meat	771,7	2507,2	958,2	1643,4	31	58
Pigmeat	53,8	382,6	200,2	887	14	23
Poultry meat	117	181,4	491	572	64	86
Eggs	14,1	87,4	164	197,6	16	83
Wine	46,6	78,4	4562	4609,4	59	99
Fruit and vegetables, fresh	47,8	105,6	1442,8	1506,8	45	96
Fruit and vegetables, processed	7,5	16,6	154,8	286,6	45	54
Raw tobacco	0	80,4	0	221,6	0	0
Alcohol	148,4	192,2	1391	2294,8	77	61
Incorporated products	825,6	830	0	0	99	-

Data on outlay are for the relevant marketing year, except for incorporated products, where the data refer to the financial year.

Sources: WTO Commitment, WTO, G/AG/N/EEC/* ; <http://docsonline.wto.org>

Tableau 3 : Evolution des dépenses de restitutions de l'UE

list	Subsidized Export	Period	Years (Mio Euros)						
			1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Wheat and wheat flour	WTO	01-juil	119	318	178	500	509	108	9
	EAGGF	15-oct	86	210	194	376	403	106	19
Coarse grains	WTO	01-juil	303	389	273	764	730	192	113
	EAGGF	15-oct	227	322	235	507	501	120	77
Rice	WTO	01-sept	30	72	33	26	26	32	30
	EAGGF	15-oct	33	64	50	30	24	39	24
Rapeseed	WTO	01-juil	0	0	0	0	0	0	0
	EAGGF	15-oct	0	0	0	0	0	0	0
Olive oil	WTO	01-nov	62	39	8	0	0	0	0
	EAGGF	15-oct	59	43	25	3	0	0	0
Sugar (1)	WTO	01-oct	379	525	779	795	470	373	483
	EAGGF	15-oct	1230	116	1370	1593	1439	1008	1168
Butter and butteroil	WTO	01-juil	256	552	311	286	333	338	325
	EAGGF	15-oct	237	525	337	298	325	336	382
Skimmed milk powder	WTO	01-juil	141	170	116	192	338	26	37
	EAGGF	15-oct	138	171	133	196	264	27	35
Cheese	WTO	01-juil	438	271	176	149	236	238	189
	EAGGF	15-oct	469	272	181	157	213	236	169
Other milk products	WTO	01-juil	728	732	756	759	905	410	402
	EAGGF	15-oct	761	785	775	788	805	453	498
Beef meat	WTO	01-juil	1507	1527	841	643	726	383	388
	EAGGF	15-oct	1559	1499	775	595	661	363	387
Pigmeat	WTO	01-juil	101	71	74	356	243	34	20
	EAGGF	15-oct	101	72	75	275	263	55	27
Poultry meat	WTO	01-juil	116	73	76	90	75	57	60
	EAGGF	15-oct	127	71	77	93	73	52	71
Eggs	WTO	01-juil	13	7	13	17	14	8	6
	EAGGF	15-oct	12	9	14	17	13	9	6
Wine	WTO	01-sept	51	60	37	29	26	24	24
	EAGGF	15-oct	41	60	41	27	22	23	24
Fruit and vegetables, fresh	WTO	01-juil	70	62	26	32	37	27	21
	EAGGF	15-oct	84	72	41	23	13	15	17
Fruit and vegetables, processed	WTO	01-juil	11	10	6	5	6	4	4
	EAGGF	15-oct	14	13	18	17	13	10	6
Raw tobacco	WTO	01-juil	18	3	0	0	0	0	0
	EAGGF	15-oct	2	3	0	0	0	0	0
Alcohol	WTO	01-juil	51	119	106	121	219	96	53
	EAGGF	15-oct	8	14	12	37	0	0	0
Incorporated products	WTO	15-oct	491	566	553	573	720	414	412
	EAGGF	15-oct	486	566	553	573	572	435	409

(1) À l'exclusion des exportations de sucre provenant des pays ACP ou d'Inde, qui ne font pas l'objet d'engagements de réduction dans les notifications à l'OMC, mais qui sont comptabilisées dans les dépenses au budget du FEOGA
Sources : WTO Commitment, WTO, G/AG/N/EEC/* ; <http://docsonline.wto.org/>, EAGGF European agriculture guidance and guarantee fund

La structure des dépenses de subvention s'est modifiée entre 1996 et 2002 (tableau 4): les postes les plus importants étaient initialement ceux des viandes bovines et autres produits laitiers (respectivement 31% et 15% des subventions notifiées de 1996). En 2002, les dépenses les plus conséquentes vont aux produits sucriers (19% hors sucre provenant des pays ACP), produits « hors Annexe I » (16%), autres produits laitiers (16%), viandes bovine (15%) et beurre (13%). Si l'on considère le montant total destiné aux restitutions, celui-ci a diminué de 47% entre 1996 et 2002. Les listes de produits les plus sensibles à cette réduction étant celles des céréales (-97%), les viandes bovines et porcines (-74% et -80%) et la poudre de lait (-74%). Les réformes successives de la PAC ayant permis aux prix intérieurs de s'aligner sur ceux des cours mondiaux (céréales notamment). En revanche, les subventions pour les produits incorporés (« Hors annexe I ») n'ont diminué que de 16% et celles pour le sucre et le beurre ont augmenté de 27%.

Tableau 4: Part des dépenses en restitution de l'UE et évolution (1996-2002)

lists WTO	Subsidized Export		Differential
	% 1996	% 2002	% 1996-2002
Wheat and wheat flour	2,4	0,3	-92,4
Coarse grains	6,2	4,4	-62,7
Rice	0,6	1,2	0
Rapeseed	0	0	-
Olive oil	1,3	0	-100
Sugar (1)	7,8	18,8	27,4
Butter and butteroil	5,2	12,6	27
Skimmed milk powder	2,9	1,4	-73,8
Cheese	9	7,3	-56,8
Other milk products	14,9	15,6	-44,8
Beef meat	30,8	15,1	-74,3
Pigmeat	2,1	0,8	-80,2
Poultry meat	2,4	2,3	-48,3
Eggs	0,3	0,2	-53,8
Wine	1	0,9	-54,9
Fruit and vegetables, fresh	1,4	0,8	-70
Fruit and vegetables, processed	0,2	0,2	-63,6
Raw tobacco	0,4	0	-100
Alcohol	1	2,1	3,9
Incorporated products	10,1	16	-16,1
Total	100	100	-47,3

Sources : Estimation from tableau 3 ; WTO Commitment, WTO, G/AG/N/EEC/* ; <http://docsonline.wto.org/>, EAGGF European agriculture guidance and guarantee fund

1.9 Les subventions à l'exportation des pays de l'OCDE

La comparaison des subventions aux exportations pratiquées par les différents pays a été réalisée par l'OCDE (OCDE, 2000) à partir des déclarations de notifications, des engagements et des perspectives d'exportations. Le tableau 5 souligne l'importance relative de l'UE quant à l'utilisation des subventions à l'exportation. L'OCDE¹⁹ précise que la dépendance de l'UE à l'égard des subventions pour le blé devrait diminuer consécutivement à la hausse des prix mondiaux et de la faiblesse de l'Euro. A l'opposé, les exportations subventionnées pour les céréales secondaires, les produits de l'élevage et les produits laitiers, devraient se maintenir aux limites en volume ou se fixer à des niveaux proches de celles-ci.

¹⁹ Les perspectives sont élaborées dans le cadre des projections du modèle Aglink de l'OCDE

Tableau 5 : OECD Export subsidies in the outlook

Country	Commodity	2000/01 Limit	Exports : Outlook Averages from 2001-05	
			total 000 t	Subsidised
Canada	Butter	4	3	3
	SMP	45	28	28
	Cheese	9	27	9
Czech Republic	Dairy (excl. powder)	63	na	41
	Butter	na	34	34
	Cheese	na	16	16
European Union	Wheat	14439	17067	14295
	Coarse grains	10400	10400	10400
	Rice	145	1129	144
	Butter	399	197	197
	SMP	273	222	222
	Cheese	321	463	321
	WMP	489	489	489
	Beef meat	822	822	822
	Pigmeat	402	1067	402
	Poultry meat	290	718	290
Norway	Butter	6	3	3
	Cheese	16	24	16
United States	Butter	21	2	2
	SMP	68	142	68
	Cheese	3	62	3

Sources : OECD Report in UR Implementation (2000), OECD (COM/AGR/TD/WP(2000)90)

2 La part des produits subventionnés dans les exportations

Les modalités de gestion des certificats à l'exportation et les contraintes dues au respect des engagements de l'UE à l'OMC, montrent en définitive qu'une partie seulement des exportations éligibles aux subventions en bénéficient. La question se pose de préciser l'importance de l'utilisation des subventions à l'exportation. Traditionnellement, la mesure du taux d'utilisation des subventions se conçoit par rapport aux plafonds fixés par les engagements auprès de l'OMC. Nous proposons ici d'apprécier l'utilisation des subventions par rapport au volume des exportations²⁰.

2.1 La part des produits éligibles subventionnés

On connaît les quantités subventionnées à partir des notifications de l'UE à l'OMC mais les quantités éligibles exportées sont le plus souvent indiquées pour des périodes (années civile) très différentes des périodes de campagnes correspondant aux déclarations (listes OMC). En outre les quantités notifiées des subventions sont exprimées en unités d'équivalence pour des produits importants (équivalent blé, carcasses de viandes, riz blanchi, etc.), mais les quantités d'exportations éligibles ne sont pas converties. Afin d'apprécier la part que représentent les produits subventionnés dans les exportations de produits éligibles, il convient de traduire ces informations dans les mêmes unités et de les confronter sur des périodes comparables (encadré--1).

²⁰ Comme nous le verrons plus loin pour traiter du cas des exportations subventionnées vers l'Afrique, le volume alloué des restitutions n'est pas connu selon les différentes destinations géographiques. C'est pourquoi nous serons conduits à mobiliser l'hypothèse d'un contingentement global, pour l'ensemble des exportations de l'UE, s'appliquant uniformément à toutes les destinations.

Encadré 1 : Méthodologie pour estimer la valeur et les quantités de produits subventionnés

La composition des listes notifiées par l'UE à l'OMC, en termes de produits, constitue l'annexe du "Schedule CXL", section II" (cf. annexe). Les intitulés de ces "listes" sont assez proches de la décomposition sectorielle de la nomenclature des restitutions, mais leur composition en diffère sensiblement. Il faut exploiter l'annexe du "schedule CXL", qui fournit une correspondance entre les listes et les produits selon le système harmonisé à 6 chiffres. Cette correspondance introduit toutefois des doubles comptes, car certains produits se voient affectés simultanément dans plusieurs listes (notamment dans les céréales, le sucre, le lait). C'est pourquoi il convient de pousser cette décomposition à 8 chiffres de manière à obtenir un classement univoque des produits. Un contrôle supplémentaire est introduit avec la réglementation s'appliquant à la définition des produits éligibles à partir du TARIC (Tarif Intégré de la Communauté) qui apporte la mise à jour réglementaire s'appliquant à l'éligibilité des produits subventionnés ainsi qu'aux niveaux de subventions octroyés.

Le rapprochement des produits composant les listes notifiées et ceux qui sont soumis à restitutions (TARIC), apporte plusieurs informations :

-1. Certaines "listes" de produits, qui sont notifiées (ou sur lesquelles l'UE a un engagement) pour un certain montant de restitution, ne bénéficient pas de restitutions entre 1996 et 2002. Il s'agit des groupes de produits : Colza (4), pour lequel existe un engagement mais pas de notification, Tabacs (18) et Alcools (20). Cette dernière liste, bien que faisant partie des notifications de l'UE à l'OMC, n'apparaît pas dans le "Schedule cxl". Pour le tabac, il semblerait qu'il s'agisse de paiements préexistants avant la mise en place des accords. Pour l'alcool, il s'agirait en fait de déstockage d'intervention publique par adjudication, pour lequel l'UE notifierait le montant ainsi que la différence entre prix d'achat à l'intervention et prix de vente à l'adjudication.

-2. Plus d'une vingtaine de produits présents dans les "Schedule" (SH6) ne se retrouvent pas dans le TARIC (réglementation appliquée). Cette situation permet de préciser la notion de produits éligibles. Il s'agit en effet de produits pour lesquels l'UE a un droit, mais n'est pas dans l'obligation de l'utiliser. Aucune mesure de restitution ne s'applique dans la réglementation à ces produits (fin de règlements).

Les exportations correspondant à ces produits sont identifiées à partir des données mensuelles de l'Eurostat (COMEXT), afin de se caler sur les différentes périodes des campagnes commerciales : du 1^{er} juillet au 31 juin (pour le blé, les céréales secondaires, le beurre, le lait écrémé en poudre, les fromages, les autres produits laitiers, les viandes bovines, porcines et volailles, les œufs et les fruits et légumes), du 1^{er} septembre au 31 août (pour le riz et les vins), du 1^{er} novembre au 31 octobre (pour l'huile d'olive) et du 16 octobre au 15 octobre pour les produits incorporés.

Pour les coefficients de conversion en équivalent (blé, carcasses de viandes, riz blanchi, sucre blanc, œufs coquilles), les taux retenus sont les taux réglementaires appliqués aux produits²¹. Ainsi, par exemple, pour la conversion du riz paddy en riz blanchi, il convient d'appliquer un coefficient de 0.45, de 0.69 pour le riz décortiqué et de 0.93 pour le riz demi-blanchi (Annexe E, JO L177). Pour les vins, les données sont en milliers d'hectolitres.

Enfin, pour les produits incorporés (Hors annexe 1), l'évaluation des valeurs et quantités éligibles exportées est plus complexe : elle repose sur l'exploitation de l'Art 11 de l'accord sur l'agriculture²². En toute rigueur, il convient de connaître la proportion d'ingrédients entrant dans la composition des produits transformés et de convertir cette composition en « quantité de produits de base pour calculer le montant de restitution »²³. La composition des produits étant à la fois complexe et variable, les montants unitaires des restitutions ne sont pas fournis par le TARIC et les quantités exportées de produits incorporés éligibles ne sont jamais portées sur les notifications. L'évaluation qui est réalisée ici repose sur le fait que la subvention unitaire des produits « hors annexe I » ne peut excéder celle des produits de bases incorporés. Aussi, en rapportant la valeur notifiée des subventions accordées (WTO) à la moyenne des droits des produits de base incorporés, on obtient une estimation des quantités de « produits incorporés » subventionnés. Cette évaluation introduit une hypothèse de coefficient technique unitaire (la part des produits de base incorporés est égal à 1). Il s'agit donc d'une estimation par excès des quantités de produits subventionnés « hors annexe I ».

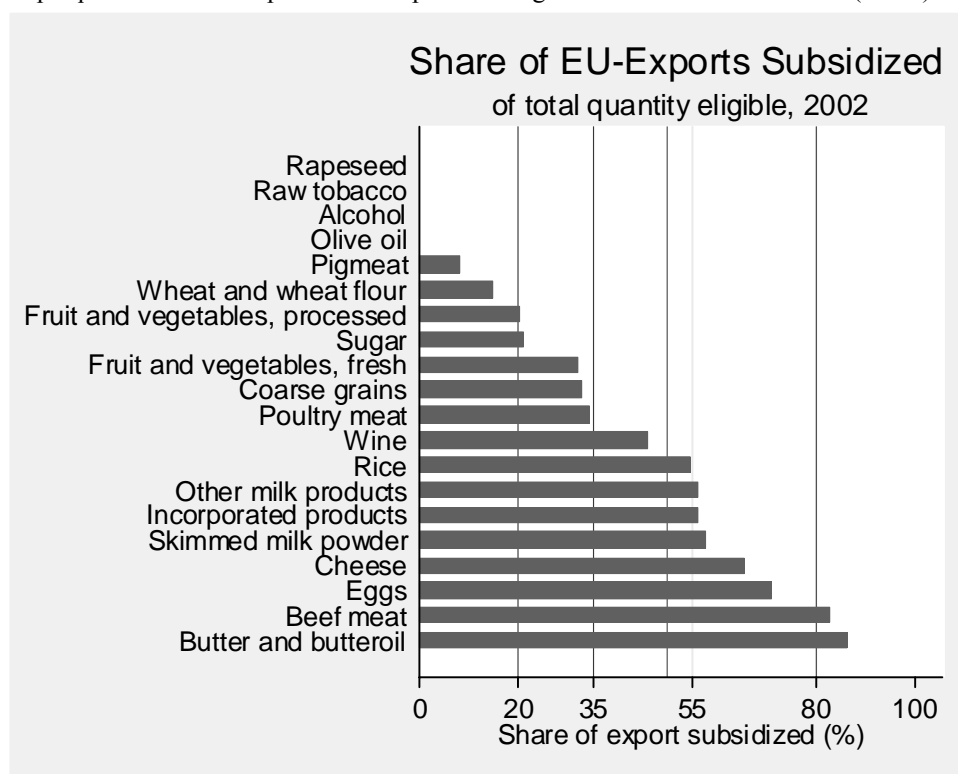
²¹ JO des CE, L177/7, 15/07/2000, Annexe D et E.

²² Art 11 de l'accord sur l'agriculture concernant les produits incorporés : « en aucun cas la subvention unitaire payée pour un produit primaire agricole incorporé ne pourra excéder la subvention unitaire qui serait payable pour le produit primaire lui-même ».

²³ Annexe E du règlement (CE) 1520/2000 de la Commission du 13 juillet 2000. Dernière modification par le règlement CE 1052 de la commission du 17 juin 2002 (JO L160 du 18/06/2002).

L'évaluation de la part des quantités d'exportations qui reçoivent une subvention, dans le total des exportations pouvant en bénéficier (tableau 6 et 8), montre un déclin de celle-ci dans tous les secteurs à l'exception de celui du beurre. Ce déclin est plus particulièrement marqué dans les secteurs des céréales, de la poudre de lait, des viandes bovines et porcines (-35% de la part des produits éligibles bénéficiant d'une restitution) et dans ceux des fruits et légumes, des fromages et produits incorporés (-20%). Le tableau 6 montre que certains secteurs comme les céréales, le beurre ou les viandes bovines, ont bénéficié avant 2001 d'une subvention pour toutes les exportations de produits éligibles. Pour autant, ces secteurs n'ont pas complètement atteint, même en utilisant les reports des années antérieures, les plafonnements en quantité des engagements OMC.

Graphique 1 : Part des exportations de produits éligibles subventionnés de l'UE (en %)



Source : Tableau 8 (%)

En 2002, les exportations subventionnées représentent (graphique 1) un peu plus de 80% des quantités d'exportations de produits éligibles en beurre et viandes bovines, près de 70% pour les exportations de fromages et d'œufs, et entre 45 et 55% seulement pour les exportations de riz, autres produits laitiers, produits incorporés, poudre de lait et de vins. La part des quantités d'exportations éligibles subventionnées est inférieure à 35% dans les autres secteurs : viandes de volailles, céréales secondaires, fruits et légumes, sucre, blé et farine de blé, viandes de porc.

Encadré 2 Estimation de la valeur des produits subventionnés

-Les notifications de l'UE auprès de l'OMC donnent la valeur des subventions déclarées : q^*st , avec q^* =la quantité de produits notifiée et st la subvention (montant en euros par unité de quantité)
 -La valeur des exportations de produits subventionnés serait : $q^*(p^\circ+st)$, avec p° le prix mondial.
 On a $p^*=(p^\circ+st)$ et q^*p^* représente la valeur des exportations de produits subventionnés.
 -Les quantités exportées de produits éligibles q sont obtenues à partir des statistiques de l'Eurostat (COMEXT) (cf. Encadré 1), on a $q=q^*+q^{**}$, avec q^{**} les quantités de produits éligibles non subventionnés.
 -La valeur des exportations de produits éligibles également obtenue par les statistiques de l'Eurostat est $qp=q^*p^*+q^{**}p^{**}$ avec $p=(q^*/q)p^*+(q^{**}/q)p^{**}$ le prix moyen pondéré par la part des quantités de produits éligibles subventionnés et non subventionnés. On évalue la valeur des exportations de produits subventionnés à partir du prix pondéré avec q^*p

2.2 La part des produits subventionnés dans le total des exportations

Connaissant les quantités de produits éligibles exportés (tableau 6 et encadré 1) et la valeur de ces exportations sur les périodes correspondantes (Eurostat – COMEXT), on peut estimer (tableau 9 et 10) la valeur des exportations de produits subventionnés (Encadré 2). Compte tenu du contingentement qui pèse sur les restitutions, on peut ainsi mesurer la part que représentent les exportations bénéficiant d'une subvention dans le total des exportations européennes. Celle-ci, après avoir représenté, entre 1997 et 2000, près de 70% des possibilités de subventions offertes aux produits éligibles (tableau 10 et 7, [1] / [3]), ne couvre plus que 40% des exportations de produits pouvant bénéficier de subventions. Ainsi, au total entre 1997 et 2000, près du tiers des exportations agricoles et agroalimentaires de l'UE aurait bénéficié de subventions, et cette proportion ne serait plus que de 17% en 2002 (tableau 7 et 10).

Tableau 7 : Part des exportations subventionnées dans le total des exportations de l'UE

Share of subsidized export	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	%	%	%	%	%	%	%
Total export [2]	100	100	100	100	100	100	100
Share of eligible exports [3]	46	50	48	47	48	48	45
Total Subsidized [1]	28	34	31	32	33	23	17

Sources : Calculs d'après tableau 10

Tableau 8 : Part des exportations de produits éligibles subventionnés de l'UE (en %)

Share of export subsidized in total quantity eligible	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	[1] / [2] %	[1] / [2] %	[1] / [2] %	[1] / [2] %	[1] / [2] %	[1] / [2] %	[1] / [2] %
Wheat and wheat flour	22	83	98	100	90	68	15
Coarse grains	63	75	89	91	87	40	33
Rice	46	88	30	56	71	71	55
Rapeseed	0	0	0	0	0	0	0
Olive oil	95	91	50	0	0	0	0
Sugar	20	23	27	29	16	13	21
Butter and butteroil	69	91	88	92	100	92	86
Skimmed milk powder	100	78	61	88	95	43	58
Cheese	84	84	77	73	83	76	65
Other milk products	81	61	60	71	76	63	56
Beef meat	93	96	100	85	84	79	82
Pigmeat	49	40	28	69	63	14	8
Poultry meat	72	67	58	53	46	40	34
Eggs	100	73	84	81	80	75	71
Wine	43	61	60	50	48	46	46
Fruit and vegetables, fresh	50	54	73	46	43	33	32
Fruit and vegetables, processed	37	46	35	29	31	23	20
Raw tobacco	0	0	0	0	0	0	0
Alcohol	0	0	0	0	0	0	0
Incorporated products	71	81	72	79	92	77	56

Tableau 6 : Quantités de produits subventionnés et éligibles aux restitutions de l'UE (1996-2002)

Export Quantity ('000 t)	1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002	
	Subsidized	Total Eligible	Subsidized	Total Eligible	Subsidized	Total Eligible	Subsidized	Total Eligible	Subsidized	Total Eligible	Subsidized	Total Eligible	Subsidized	Total Eligible
	[1]	[2]	[1]	[2]	[1]	[2]	[1]	[2]	[1]	[2]	[1]	[2]	[1]	[2]
Wheat and wheat flour	2769	12636	14410	17396	13038	13331	14017	14021	15606	17264	10204	15008	1650	11085
Coarse grains	6596	10433	11845	15854	8770	9882	14775	16298	18379	21111	7080	17751	3922	11965
Rice	89	191	227	258	76	249	144	255	140	199	132	187	132	242
Rapeseed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Olive oil	136	142	140	154	95	188	0	67	0	238	0	364	0	484
Sugar	856	4382	1200	5289	1699	6300	1546	5280	971	6110	882	6808	1052	5027
Butter and butteroil	146	211	276	303	169	193	165	179	194	194	197	215	194	225
Skimmed milk powder	241	242	270	347	176	288	222	252	417	441	128	298	87	151
Cheese	422	504	402	477	324	419	226	311	305	366	305	402	280	429
Other milk products	1157	1436	1140	1872	1117	1871	951	1336	1104	1447	873	1394	764	1366
Beef meat	1019	1094	1177	1226	947	949	722	845	766	909	475	605	484	586
Pigmeat	378	774	286	712	213	757	743	1084	694	1097	129	906	72	877
Poultry meat	418	579	401	597	394	683	343	653	318	685	261	646	230	674
Eggs	95	95	68	93	104	123	114	140	101	126	84	112	80	113
Wine	2161	4990	3035	4990	3016	4990	2472	4990	2387	4990	2279	4990	2283	4990
Fruit and vegetables, fresh	910	1819	874	1607	837	1149	763	1645	873	2023	738	2244	704	2211
Fruit and vegetables, processed	94	253	136	295	99	282	87	305	108	348	76	338	79	394
Raw tobacco	11	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Alcohol	450	0	1070	0	962	0	1101	0	1998	0	891	0	500	0
Incorporated products (*)	1342	1880	1548	1916	1387	1934	1338	1691	1727	1869	1711	2209	1404	2503

Les quantités subventionnées proviennent des notifications de l'UE auprès de l'OMC. Les quantités de produits éligibles sont estimées à partir des données mensuelles d'exportations de l'Eurostat (COMEXT) calées sur les mêmes périodes de campagnes commerciales des notifications. Les unités sont converties en équivalences comparables (équivalent carcasses, riz blanchi, blé, etc.). Les quantités de produits incorporés (hors annex I) sont évalués à partir des ingrédients (voir méthodologie). Enfin, les notifications de subvention sucre n'incorporent pas le sucre provenant des pays ACP ou d'Inde, qui ne font pas l'objet d'engagements de réduction dans les notifications à l'OMC.

Tableau 9 : Valeur des exportations éligibles et subventionnées de l'UE (1996-2002)

Export Mi (Euros)	1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002	
	Subsidized	Total	Subsidized	Total	Subsidized	Total	Subsidized	Total	Subsidized	Total	Subsidized	Total	Subsidized	Total
	[1]	[2]	[1]	[2]	[1]	[2]	[1]	[2]	[1]	[2]	[1]	[2]	[1]	[2]
Not Refund	0	24051	0	21428	0	22984	0	21070	0	23282	0	27739	0	31258
Wheat and wheat flour	486	2216	2103	2539	1811	1852	1491	1491	1722	1905	1388	2041	238	1598
Coarse grains	1503	2377	1835	2456	1562	1760	1659	1830	2127	2443	1086	2722	776	2368
Rice	41	88	97	110	32	105	69	123	66	93	60	85	57	105
Rapeseed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Olive oil	585	613	448	491	247	491	0	202	0	654	0	965	0	1295
Sugar	283	1448	634	2794	853	3161	676	2307	400	2517	488	3764	761	3637
Butter and butteroil	243	350	393	431	294	336	267	289	294	295	332	363	323	376
Skimmed milk powder	399	400	359	462	231	380	252	287	525	555	218	508	142	246
Cheese	1241	1481	1194	1417	1039	1343	790	1086	1061	1272	1152	1520	1095	1681
Other milk products	1430	1775	1281	2104	1335	2236	1328	1866	1525	1999	1344	2147	1214	2171
Beef meat	1259	1351	1242	1293	1229	1231	862	1009	920	1092	609	776	623	755
Pigmeat	987	2019	744	1853	511	1817	1285	1875	1334	2109	338	2383	187	2293
Poultry meat	500	693	488	726	464	805	340	647	299	645	310	768	260	762
Eggs	132	132	91	125	124	147	129	158	122	153	119	159	128	181
Wine	207	477	364	598	448	741	331	668	359	750	365	799	429	937
Fruit and vegetables, fresh	480	959	283	521	392	538	398	857	411	954	393	1195	422	1325
Fruit and vegetables, processed	57	155	74	160	59	170	52	182	61	197	44	196	44	222
Raw tobacco	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Alcohol	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Incorporated products	2622	3675	3025	3745	2839	3959	2768	3498	3575	3869	3658	4722	2991	5332
Total	12455	44260	14655	43253	13470	44056	12697	39445	14801	44784	11904	52852	9690	56542

Les données sont calées sur les périodes de campagnes commerciales. [2] proviennent de L'Eurostar – COMEXT, à partir de la composition des listes en produits (Schedule CXL). [1] est estimé en valorisant les quantités notifiées par l'UE à l'Oc par le prix moyen d'exportation des produits éligibles (cf. encadré 2)

Sources : Eurostat (COMEXT), Schedules CXL, Notifications de l'UE

Tableau 10 : la part des exportations subventionnées dans le total des exportations de l'UE

	1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002	
	Mi Euros	%	Mi Euros	%	Mi Euros	%	Mi Euros	%	Mi Euros	%	Mi Euros	%	Mi Euros	%
Total export [2]	44260	100	43253	100	44056	100	39445	100	44784	100	52852	100	56542	100
Total [3] (éligible [3]-Not Refund)	20209	46	21825	50	21072	48	18375	47	21502	48	25113	48	25284	45
Total Subsidized [1]	12455	28	14655	34	13470	31	12697	32	14801	33	11904	23	9690	17

Sources : Calculs d'après tableau 9

3 Les restitutions à destination de l'Afrique

Le contingentement des subventions est géré par le biais de l'attribution des certificats et des procédures d'adjudications par les comités de gestion qui ont lieu toutes les semaines (cf. 1.1). Le niveau des restitutions est alors ajusté selon la destination et compte tenu des caractéristiques du marché des produits (écart entre le prix intérieur et le cours mondial, effets liés aux taux de change, conditions de concurrence sur les zones de destinations). Cependant, il n'existe pas d'historique de ces modalités de gestion. Seule l'exploitation des décisions qui font l'objet de règlements modifiant périodiquement les niveaux de restitutions permet de préciser les conditions de subventions notamment à destination de l'Afrique. Ces décisions réglementaires, qui dépendent en l'occurrence principalement de la DG Agriculture de la Commission, sont centralisées par les services douaniers (DG Fiscalité) dans le Tarif intégré de la Communauté (TARIC, Encadré 3).

L'objectif est ici de préciser le niveau des restitutions de l'UE qui est appliqué aux exportations à destination de l'Afrique. Dans un premier temps, nous examinerons, au travers de quelques exemples, les modalités d'application détaillées s'exerçant sur l'attribution des restitutions, puis, en second lieu, nous présenterons la méthodologie du traitement associant les exportations européennes aux montants des subventions accordées. Enfin, l'analyse spécifique des exportations de l'UE vers l'Afrique précisera l'importance des subventions utilisées et les niveaux de restitutions.

Encadré 3 : Le Tarif intégré de la Communauté européenne (TARIC).

Le TARIC contient une nomenclature dans chacune des 11 langues officielles avec environ 15000 lignes de tarifs (alors que le système harmonisé ne compte que 5000 positions). Cette base de données fournit tous les taux de droits à l'importation vis-à-vis des pays tiers et les droits préférentiels actuellement en application, ainsi que toutes les mesures de pratiques commerciales.

- Toutes les mesures applicables aux exportations sont ainsi accessibles : mesures de prohibition (ne concernent que l'Irak), celles de restrictions à l'exportation s'exerçant sur certains produits quel que soit la destination, les autorisations d'exportation (certificats), les mesures fixant le niveau des restitutions et celles portant sur les ingrédients. En ce qui concerne les mesures portant sur les produits incorporés, les niveaux de restitution ne sont pas documentés. Les montants de restitution sont toujours exprimés en droits spécifiques (Euros par 100 kg).
- Le TARIC comporte tous les éléments de la législation communautaire qui se trouvent publiés dans le JO des Communautés (séries C) et il sert de base directe pour la préparation des tarifs courants des États membres²⁴.
- Fondé sur la nomenclature combinée (NC), le tarif intégré des Communautés européennes reprend :
- Toutes les mesures de la réglementation douanière (TDC), les codes de la NC à 8 chiffres, la désignation des marchandises et les montants des droits de douanes.
- Les "sous-positions TARIC" identifiées par un neuvième et un dixième chiffres et qui sont nécessaires à la mise en œuvre des mesures communautaires spécifiques (suspensions et contingentements tarifaires, préférences tarifaires, SPG, etc. Ces subdivisions communautaires complémentaires forment avec la NC le code TARIC.
- Un code additionnel TARIC (à quatre caractères et débutant à la onzième position) est également utilisé à des fins d'application des réglementations communautaires spécifiques. Actuellement, ce code additionnel sert, par exemple, à coder les éléments anti-dumping et les droits compensateurs se référant à des entreprises, les éléments agricoles (EA) ou encore les restitutions à l'exportation. Dans ce dernier cas, la sous position TARIC ne joue pas et les 4 derniers chiffres représentent les codes additionnels de la nomenclature spécifique des produits éligibles aux restitutions.

²⁴ Un autre domaine d'application des codes TARIC est le dédouanement automatisé. L'utilisation des codes TARIC est obligatoire dans les douanes et les déclarations statistiques dans le commerce avec les pays tiers (l'article 5 paragraphe 2 de R2658/87).

3.1 Des montants de subvention alloués différenciés selon la “qualité” des produits et la destination

Les statistiques qui permettent de suivre des exportations de l’UE reposent sur une nomenclature des produits identifiables à 8 chiffres. Or, le tableau 1 a permis précédemment de montrer que la nomenclature des exportations se décline sur des positions plus détaillées. En reprenant ce même exemple concernant la viande bovine (tableau 11), on peut constater l’existence d’une variance importante des subventions accordées selon les codes additionnels de la nomenclature des produits. On observe un écart de subvention allant de 1 à 7 fois le montant alloué aux exportations de quartiers arrières, selon les caractères qualitatifs de ces derniers (inférieurs ou supérieurs à huit côtes). Les niveaux de restitutions, toujours exprimés en droits spécifiques (Euros/100 kg) sont assez conséquents, puisque, avec un prix moyen pour 100 kg de quartier arrière de 254,77 Euros, ils se traduiraient par un équivalent *ad valorem* en moyenne de 28%, pouvant atteindre un maximum de 48%.

Enfin, on note que le montant des restitutions est très variable selon la destination de l’exportation. A ce propos, les codes de destinations nécessitent d’être décryptés pour identifier les pays concernés : ainsi pour l’exemple retenu, l’Afrique, à l’exception de l’Afrique du Nord, correspond à la destination “09” et on peut voir que les montants de subventions sont les plus élevés sur cette destination.

Tableau 11 : Exemple d’application des restitutions selon les destinations

Meat of bovine animals, fresh and chilled	Refunds 2002 (Euros /100kg)					
	EU Nomenclature	Additional code	"03"	"08"	"09"	CH
Unseparated or separated hindquarters	2012050					
With a maximum of eight ribs or eight pairs of ribs	2012050					
From male adult bovine animals	2012050	9110	71,5	123	123	41
Other	2012050	9120	17,5	58,5	58,5	23,5
With more of eight ribs or eight pairs of ribs	2012050					
From male adult bovine animals	2012050	9130	43	71,5	71,5	23,5
Other	2012050	9140	10	33,5	33,5	11,5
mean	2012050		35,5	71,6	33,5	23,9

Destination "03" : Europe Northern et Pays d'Europe centrale, Chypre, Greenland

Destination "08" : Asie, Europe de l'Est, Russie, Afrique du Nord

Destination "09" : Afrique, Destination : CH (Suisse)

Sources : Exploitation TARIC (DG Fiscalité and Customs Union), 2002

Précisons encore qu’en dehors des destinations spécifiées pour ces produits, il n’existe pas de restitutions allouées aux exportations concernant d’autres pays. De manière générale pour l’ensemble des subventions européennes, la modulation des restitutions selon les zones de destination ne joue que pour le riz, les viandes bovines et de volailles, les vins et les fruits et légumes frais. Pour tous les autres produits éligibles, les subventions sont fixées sans différenciation des pays destinataires²⁵.

²⁵ Il convient de préciser que, à l’image de la nomenclature des produits, qui peut se transformer (modification du système harmonisé en 2000), les codes de destinations sont aussi un sujet de modification : ainsi les destinations « 08 » et « 09 » de l’exemple du tableau 7 étaient encore au premier semestre 2000 regroupées au sein du code destination « 02 ».

3.2 Une variation infra-annuelle importante des restitutions

La fixation des restitutions, à la fois selon une nomenclature spécifique des produits et des considérations liées aux destinations de ces derniers, est ajustée périodiquement par les Comités de gestion. Les subventions à l'exportation peuvent ainsi connaître des variations importantes sur des périodes de temps relativement courtes. Cette situation peut être ici illustrée par un autre exemple (tableau 12) concernant le froment de blé tendre et d'épeautre (code 11010015), pour lequel il n'existe pas de différenciation des droits selon les destinations. L'attribution du montant de restitution varie en fonction des différences de qualité des produits (5 codes additionnels) mais surtout (tableau 12), celle-ci varie toutes les semaines.

Tableau 12 : Exemple de calendrier de fixation des restitutions : le cas de la farine de blé

	Nomenclature 8 digits	Additional code
Wheat flour, of common wheat and spelt	11010015	
Of an ash content of 0 to 600 mg/100g	11010015	9100
Of an ash content of 601 to 900 mg/100g	11010015	9130
Of an ash content of de 901 to 1100 mg/100g	11010015	9150
Of an ash content of 1101 to 1650 mg/100g	11010015	9170
Of an ash content of 1651 to 1900 mg/100g	11010015	9180

Refund -Euros /1000 kg: Example for 2000 (6 months)

date	Additional product code: Wheat flour, of common wheat and spelt				
	9100	9130	9150	9170	9180
23/12/1999	53,75	50,25	46,25	42,75	40,25
07/01/2000	56,75	53,25	49	45,25	42,25
14/01/2000	51,25	48	44,25	40,75	38,25
19/01/2000	49	45,75	42,25	39	36,5
21/01/2000	46	42,75	39,5	36,5	34,25
28/01/2000	46	42,75	39,5	36,5	34,25
04/02/2000	43,75	41	37,75	34,75	32,75
11/02/2000	41	38,5	35,5	32,75	30,75
18/02/2000	40,5	37,75	34,75	32,25	30
25/02/2000	45,25	42,25	39	36	33,75
03/03/2000	46,5	43,5	40	37	34,75
10/03/2000	43,75	41	37,75	34,75	32,75
17/03/2000	40,5	37,75	34,75	32,75	30
24/03/2000	42	39,25	36,25	33,5	31,25
31/03/2000	46,5	43,5	40	37	34,75
04/04/2000	43,5	40,5	37,5	34,5	32,5
07/04/2000	45,75	43	39,75	36,75	34,25
14/04/2000	42	39,25	36,25	33,5	31,25
27/04/2000	34,25	32	29,5	27,25	25,5
28/04/2000	38	36	33	30,5	28,5
04/05/2000	30,25	28,25	26	24	22,5
05/05/2000	30,25	28,25	26	24	22,5
12/05/2000	28	26,25	24,25	22,25	21
19/05/2000	13,7	12,8	11,8	10,9	10,2
26/05/2000	13,7	12,8	11,8	10,9	10,2
01/06/2000	0	0	0	0	0

Sources : TARIC 2000 (DG-Fiscality)

3.3 Méthodologie adoptée pour l'analyse des restitutions à destination de l'Afrique

Afin de spécifier les niveaux de restitutions qui sont octroyés aux produits éligibles à destination de l'Afrique, le traitement de la réglementation consiste d'une part à isoler ce qui concerne cette destination²⁶ (TARIC data base) et, d'autre part, à identifier les exportations se rapportant aux produits et aux différents pays concernés (Eurostat- COMEXT). Cependant, comme nous venons de le voir, les restitutions s'appliquent à partir d'une nomenclature de produits beaucoup plus détaillée que celle qui est en usage pour les statistiques des exportations et la fixation des niveaux de restitution peut changer toutes les semaines. C'est pourquoi il est nécessaire d'introduire des hypothèses d'agrégation. Pour ce faire, le pas de temps adopté est le semestre et le niveau 8 chiffres de la nomenclature des produits est retenu pour spécifier les produits. Les montants de droits sont agrégés par simple moyenne arithmétique. Cependant, afin de conserver la trace de l'hétérogénéité des droits selon les composantes additionnelles des produits et du traitement par destination, la valeur maximale des droits appliqués sera également utilisée.

Connaissant le montant réglementaire des restitutions, ainsi que les quantités exportées des produits éligibles aux restitutions par destination, il est possible d'avancer une estimation des subventions accordées aux exportations de l'UE vers l'Afrique. Toutefois, comme cela a été vu en première partie, du fait du contingentement global des dépenses et des quantités subventionnées, une partie seulement des exportations vers l'Afrique bénéficiera de subventions. La première difficulté qui apparaît est que cette proportion du contingentement affectant spécifiquement les exportations sur l'Afrique n'est pas connue. Au même titre qu'il n'existe aucune information concernant la proportion du contingentement global des restitutions affectant éventuellement plus particulièrement certains produits au sein des listes notifiées à l'OMC²⁷. En définitive, bien que des allocations stratégiques de subventions soient possibles, nous serons conduits à considérer que l'encadrement certains dépenses de restitutions et des quantités concernées portent sur l'ensemble des exportations. En d'autres termes, il existe bien des considérations d'attribution de subvention différentes selon les produits et les destinations, mais l'encadrement et le plafonnement seraient globaux et s'appliqueraient uniformément à toutes les destinations. Il s'agit là d'une hypothèse qui semble compatible avec les modalités de la gestion des certificats (cf. 1.4), mais qui reste une hypothèse forte en absence d'information sur le sujet.

3.4 Les subventions aux exportations à destination de l'Afrique

Cette section vise à préciser le niveau des subventions accordées aux produits exportés par l'UE vers l'Afrique, mais également la part que représentent les exportations subventionnées vers ce continent. Dans un premier temps, nous examinerons ces éléments globalement, puis nous préciserons cette analyse en tenant compte selon les produits des différents pays destinataires concernés.

²⁶ Un traitement complet de toutes les destinations serait riche d'enseignement du point de vue de l'analyse comparative mais sort du cadre imposé pour ce projet.

²⁷ Seuls certains Offices nationaux en charge du paiement des restitutions (ONIC, par exemple) ont pu conserver un historique des ces modalités d'affectations. Les contacts pris à cet effet pour obtenir des précisions sur la nature des dépenses par produits et destinations ont confirmé la difficulté d'obtenir ce type d'information et aussi sa nature confidentielle.

3.4.1 Les niveaux et les équivalents ad valorem des restitutions de l'UE vers l'Afrique

Le montant des restitutions à destination de l'Afrique peut être précisé à partir des informations de la base TARIC (DG-Fiscalité), qui fournit les montants spécifiques de subventions selon les destinations et les produits. Une comparaison avec la situation d'ensemble des exportations subventionnées européennes (toutes destinations) peut être réalisée à partir des notifications de subventions (en valeurs et quantités) effectuées par l'UE auprès de l'OMC. Elle revient à estimer l'équivalent ad valorem en rapportant les dépenses de subventions en valeur aux quantités notifiées. Cette dernière estimation est une valeur pondérée des subventions déclarées, puisqu'elle tient compte des volumes exportés de l'UE selon les différents produits qui composent les listes et les destinations. Le tableau 14 montre en effet que le niveau moyen de restitution pour 100 kg se révèle dans certains cas assez sensible à la structure des exportations. Ainsi, par exemple, la subvention spécifique accordée aux exportations de viandes de volailles vers l'Afrique varie considérablement selon les produits qui entrent dans cette catégorie. Cependant, ces variations peuvent aussi être également attribuées aux changements intervenant dans la réglementation avec, par exemple, le cas du lait concentré sans addition de sucre, qui est subventionné à 76 Euros par 100 kg en 2000, puis à 5 Euros /100 kg en 2001 et 65 Euros /100 kg en 2002.

Avec les réserves qui viennent d'être évoquées tenant à la structure des exportations, on peut mener la comparaison avec les niveaux de restitutions accordés aux différentes catégories de produits notifiées par l'UE auprès de l'OMC. On note à cet effet que les niveaux de subventions accordées aux exportations vers l'Afrique sont sensiblement inférieurs à ceux attribués globalement à l'ensemble des produits, à l'exception toutefois du beurre. Cet exercice est toutefois assez approximatif, dans la mesure où les périodes de références des déclarations notifiées diffèrent de celles des estimations réalisées ici à partir des montants réglementaires²⁸. A partir des tableaux 15 et 16, en rapportant les dépenses de subventions à la valeur des exportations des produits concernés, les niveaux de subvention à destination de l'Afrique peuvent être traduits en équivalents *ad valorem*. Cette mesure, qui tient compte de la structure effective des exportations vers l'Afrique, révèle des taux de subvention particulièrement importants pour les produits sucriers, le beurre, la viande bovine et le riz. Les subventions *ad valorem* pour le sucre concernent les exportations hors utilisation des importations provenant des pays ACP et de l'Inde²⁹. Le cas du statut des subventions sucre étant cependant très particulier, dans la mesure où les restitutions sont en partie autofinancées par les producteurs. Par ailleurs, les subventions allouées aux produits "hors annexe 1", qui ne peuvent être estimées directement à partir des informations disponibles³⁰ (cf. 1.5), sont considérées ici au même taux que pour l'ensemble des exportations de l'UE (dépenses notifiées / valeur exportation, Tableau 6 et 9).

²⁸ Les notifications suivent les périodes de campagne commerciale (variables selon les listes de produits), alors que les estimations des montants spécifiques des restitutions sont ici réalisées sur l'année civile.

²⁹ Ces considérations qui ne sont pas prises en compte dans le budget FEOGA relatif aux dépenses de subventions, sont ici traitées en appliquant les contraintes globales des engagements auprès de l'OMC (part des exportations subventionnées dans le total des exportations de l'UE, Tableau 6).

³⁰ Le cas des produits incorporés mériterait, comme cela a été abordé en première partie, un examen plus approfondi qui sort du cadre du temps imparti à cette étude.

Tableau 13 : Equivalent ad valorem des restitutions pour les exportations de l'UE vers l'Afrique

Export Africa Subsidies Ad-valorem equivalent	2000	2001	2002
	Refund %	Refund %	Refund %
	[1]	[1]	[1]
Wheat and wheat flour	11,5	6	1,2
Coarse grains	14,2	15	10,1
Rice	34	49,5	39,6
Sugar	110,1	82,4	73,6
Butter and butteroil	87,4	76,2	87,9
Skimmed milk powder	27,8	3,4	37,1
Cheese	24,2	19,7	22,2
Other milk products	32	17,1	31,2
Beef meat	25	38,8	45,4
Pigmeat	15,2	10,5	9,4
Poultry meat	5,7	5,5	7,5
Eggs	6	4,6	4,5
Wine	21,3	22,1	17,3
Fruit and vegetables, fresh	6	4,2	2,3
Fruit and vegetables, processed	6,6	6,3	6,3
Incorporated products (*)	20,1	11,3	13,8
Total (1)	27,8	20,7	29,1

[1]= [quantités exportées*montant de subvention]/[valeur des exportations], d'après le tableau 16. (1) Les contraintes budgétaires et le plafonnement des engagements OMC sont appliqués proportionnellement aux exportations vers l'Afrique. (*) Taux de subvention estimé pour l'ensemble des exportations de l'UE

Sources : Eurostat (COMEXT), TARIC (DG-Fiscalité)

En appliquant les contraintes de plafonnement des engagements OMC, s'exerçant globalement sur les exportations de l'UE, à la destination africaine (voir hypothèses, 3.2), on obtient la valeur de l'équivalent ad valorem (d'après le tableau 16; [2]/[1]) pour l'ensemble des produits ayant bénéficié d'une subvention : il serait entre 28 et 29% sur la période allant de 2000 à 2002 (tableau 13).

Tableau 14 : Montant des restitutions (pour 100 kg) à destination de l'Afrique

Refund = Euros/100kg	2000		2001		2002	
	UE Total	Africa Mean	UE Total	Africa Mean	UE Total	Africa Mean
	Refund	Refund TARIC	Refund	Refund TARIC	Refund	Refund TARIC
	[1]	[2]	[1]	[2]	[1]	[2]
Wheat and wheat flour	3,3	2,1	1,1	1,2	0,6	0,2
Coarse grains	4,0	3,6	2,7	4,0	2,9	2,7
Rice	18,6	14,4	24,2	19,6	22,7	15,4
Sugar	48,4	40,9	42,3	38,0	45,9	40,4
Butter and butteroil	171,7	174,3	171,6	168,8	167,5	186,1
Skimmed milk powder	81,1	52,9	20,3	8,4	42,5	63,5
Cheese	77,4	87,6	78,0	77,0	67,5	85,7
Other milk products	82,0	49,1	47,0	31,8	52,6	54,2
Beef meat	94,8	39,2	80,6	62,6	80,2	59,3
Pigmeat	35,0	22,6	26,4	18,0	27,8	16,2
Poultry meat	23,6	21,7	21,8	6,8	26,1	7,3
Eggs	13,9	16,8	9,5	13,2	7,5	12,3
Wine	10,9	11,1	10,5	11,0	10,1	8,2
Fruit and vegetables, fresh	4,2	3,9	3,7	2,8	3,0	1,7
Fruit and vegetables, processed	5,6	4,3	5,3	4,1	5,1	4,1

Sources : [1] notifications de l'UE auprès de l'OMC (valeurs notifiées /quantités notifiées)

[2] Montants moyens de restitutions pondérés (sum[montants en Euros * quantités exportées] / sum[quantités exportées]) d'après TARIC (DG-Fiscalité) et Eurostat (COMEXT)

Tableau 15 : Exportations de l'UE vers l'Afrique et ensemble des produits éligibles aux subventions (hors contraintes budgétaires et plafonnement des engagements OMC)

EU Export to Africa	2000		2001		2002	
	Export	Subsidies	Export	Subsidies	Export	Subsidies
	000 Euros [1]	000 Euros [2]	000 Euros [1]	000 Euros [2]	000 Euros [1]	000 Euros [2]
Exports not eligible for subsidies	1723517	0	2167992	0	2170695	0
Wheat and wheat flour	209212	23988	90275	5410	176984	2054
Coarse grains	59177	8431	39093	5858	37347	3756
Rice	9041	3076	6835	3381	9484	3760
Sugar	312707	344307	397979	327938	292013	214996
Butter and butteroil	19168	16760	19670	14979	19217	16900
Skimmed milk powder	45110	12548	33524	1139	31896	11841
Cheese	19389	4701	22911	4509	24610	5454
Other milk products	316695	101280	409615	70059	378672	118227
Beef meat	31892	7966	18783	7280	21305	9665
Pigmeat	38538	5856	35926	3765	37819	3552
Poultry meat	12608	721	54740	3029	85877	6469
Eggs	16446	994	19414	888	17233	780
Wine	53719	11450	65142	14422	68363	11794
Fruit and vegetables, fresh	11756	709	14758	616	13644	309
Fruit and vegetables, processed	8928	586	10770	684	12940	812
Incorporated products (*)	190081	0	239244	0	236422	0
Total Eligible	1354469		1478679		1463826	
Total Eligible Without Incorporated Products	1164388	543374	1239435	463957	1227403	410369
Total Eligible Without Incorporated Product and Sugar	851681	199067	841456	136019	935391	195373
Total Export	3077986		3646671		3634521	

Sources : [1] COMEXT (Eurostat) and Schedules CXL, [2] COMEXT and TARIC (DG-Fiscality)
Subsidies: quantity export * refund at 8 digits without OMC and budgetary constraint

Tableau 16 : Exportations de l'UE vers l'Afrique et ensemble des produits éligibles aux subventions (en tenant compte des contraintes budgétaires et de plafonnement des engagements OMC)

EU Export to Africa	2000		2001		2002	
	Export	Subsidies	Export	Subsidies	Export	Subsidies
	000 Euros [1]	000 Euros [2]	000 Euros [1]	000 Euros [2]	000 Euros [1]	000 Euros [2]
Exports not eligible for subsidies	1723517	0	2167992	0	2170695	0
Wheat and wheat flour	188291	21589	61387	3679	26548	308
Coarse grains	51484	7335	15637	2343	12325	1239
Rice	6419	2184	4853	2401	5216	2068
Sugar	50033	55089	51737	42632	61323	45149
Butter and butteroil	19168	16760	18096	13781	16527	14534
Skimmed milk powder	42855	11921	14415	490	18500	6868
Cheese	16093	3902	17412	3427	15997	3545
Other milk products	240688	76973	258057	44137	212056	66207
Beef meat	26789	6691	14839	5751	17470	7925
Pigmeat	24279	3689	5030	527	3026	284
Poultry meat	5800	332	21896	1212	29198	2199
Eggs	13157	795	14561	666	12235	554
Wine	25785	5496	29965	6634	31447	5425
Fruit and vegetables, fresh	5055	305	4870	203	4366	99
Fruit and vegetables, processed	2768	182	2477	157	2588	162
Incorporated products (*)	174875	35219	184218	20849	132396	18237
Total subsidized	893539	248462	719450	148889	601218	174803
Total eligible not subsidized	460930		759229		862608	
Total Eligible	1354469		1478679		1463826	
Total Export	3077986		3646671		3634521	

Sources: [1] COMEXT (Eurostat) and Schedules CXL, [2] COMEXT and TARIC (DG-Fiscality), Subsidies: quantity export * refund at 8 digits with OMC and budgetary constraint (Tableau 6)

(*) Evaluation des restitutions pour les ingrédients incorporés est réalisée à partir du taux de subvention qui s'applique à l'ensemble des exportations de l'UE

3.4.2 La part des produits subventionnés dans les exportations à destination de l'Afrique

Si globalement le montant des restitutions représente près de 29% de la valeur des exportations à destination de l'Afrique, il faut bien insister sur le fait qu'il s'agit d'un équivalent ad valorem ne concernant que les produits bénéficiant effectivement de subventions. Ainsi, sur le total des exportations de l'UE vers l'Afrique, la part que représentent les produits éligibles aux subventions représente 44% en 2000 et 40% en 2002 (tableau 16). En tenant compte de l'encadrement budgétaire et des notifications de l'UE auprès de l'OMC, la part des exportations bénéficiant effectivement de subventions ne serait que de 16% en 2002 contre 29% en 2000.

Comparativement à l'ensemble des exportations européennes, cette proportion de produits subventionnés aurait diminué plus fortement à destination de l'Afrique. Cependant, doit-on souligner à nouveau que les contraintes d'encadrement des subventions sont ici appliquées vers l'Afrique dans les mêmes proportions qui affectent globalement l'ensemble des exportations européennes. Il s'agit là d'une hypothèse en l'absence d'information existant sur le domaine qui pourrait s'écarter de la réalité, en cas d'allocation stratégique différente des subventions. Il ressort du tableau 17 que se sont les sucres et autres produits laitiers qui sont les plus sensibles à ce contingentement (écart entre la part des éligibles et celle des subventionnés), mais également les céréales et les viandes de volailles dans les périodes plus récentes (2002). Pour le sucre, qui est le produit qui contribue le plus à cet écart entre le montant de subvention effectivement alloué et possible, l'explication vient plutôt du fait que seules les exportations ne provenant pas d'un approvisionnement dans les pays ACP et l'Inde peuvent bénéficier d'une restitution.

Tableau 17 Exportations vers l'Afrique et part des produits subventionnés

EU Export to Africa % total export	2000		2001		2002	
	Eligible Export	With WTO constraint	Eligible Export	With WTO constraint	Eligible Export	With WTO constraint
Exports not eligible for subsidies	56	56	59,5	59,5	59,7	59,7
Wheat and wheat flour	6,8	6,1	2,5	1,7	4,9	0,7
Coarse grains	1,9	1,7	1,1	0,4	1	0,3
Rice	0,3	0,2	0,2	0,1	0,3	0,1
Sugar	10,2	1,6	10,9	1,4	8	1,7
Butter and butteroil	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
Skimmed milk powder	1,5	1,4	0,9	0,4	0,9	0,5
Cheese	0,6	0,5	0,6	0,5	0,7	0,4
Other milk products	10,3	7,8	11,2	7,1	10,4	5,8
Beef meat	1	0,9	0,5	0,4	0,6	0,5
Pigmeat	1,3	0,8	1	0,1	1	0,1
Poultry meat	0,4	0,2	1,5	0,6	2,4	0,8
Eggs	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,3
Wine	1,7	0,8	1,8	0,8	1,9	0,9
Fruit and vegetables, fresh	0,4	0,2	0,4	0,1	0,4	0,1
Fruit and vegetables, processed	0,3	0,1	0,3	0,1	0,4	0,1
Incorporated products (*)	6,2	5,7	6,6	5,1	6,5	3,6
Total eligible and subsidized	44	29	40,5	19,7	40,3	16,5
Total eligible not subsidized		15		20,8		23,7
Total Export	100	100	100	100	100	100

Sources : Tableau 16 in %

En définitive, compte tenu des limites que nous venons d'évoquer, les principaux produits exportés bénéficiant de restitutions seraient les "autres produits laitiers", les produits "hors annexe 1" (ingrédients incorporés) et le sucre. Ces trois catégories de produits bénéficiant comme nous l'avons vu précédemment d'un niveau de subventions relativement conséquent. En retenant les exportations de l'ensemble des produits éligibles à restitutions (hors hypothèses de

contraintes de plafonnement OMC), le blé et la viande de volailles seraient également des exportations à prendre en considération.

3.4.3 Les exportations subventionnées par l'UE : principaux produits et pays africains destinataires

La destination des produits subventionnés à l'exportation par l'UE vers les pays africains est relativement concentrée sur l'Afrique de l'Ouest et Centrale, qui représente plus de 80% des exportations. Quatre pays absorbent à eux seuls 76% des exportations bénéficiant de subventions : le Nigeria, l'Angola, l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire. Alors que le taux moyen de restitution pour l'ensemble des exportations (hors produits annexe 1) vers l'Afrique est de 26% en 2002 (contre 24% et 18 % respectivement en 2000 et 2001), certains pays destinataires importent des produits européens beaucoup moins subventionnés, comme le Tchad (9%), ou au contraire, beaucoup plus, comme la Guinée (55%). L'analyse en termes de produits et de destinations se doit de ce fait d'être précisée selon les pays destinataires (cf. Annexe 1 à 25).

A. Les « autres produits laitiers »

Le groupe des « autres produits laitiers » est le plus important dans le volume des exportations bénéficiant de restitutions vers l'Afrique. Il représente à lui seul 25% des exportations de produits éligibles aux restitutions et plus du tiers de celles qui bénéficient de ces subventions si l'on tient compte des plafonnements d'engagement auprès de l'OMC (Tableau 17). Les quatre premiers pays africains importateurs de ces produits sont le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et l'Angola (Annexe 2. Plus de 50% des exportations subventionnées des « autres produits laitiers » de l'UE se réalisent vers ces 4 pays et se concentrent sur seulement trois produits de ce groupe (Annexe 3) : qui sont du lait en poudre (code 04022119 ; 04022191 ; 04029131). Le niveau de subvention moyen traduit en équivalent ad valorem serait pour ces produits supérieur à 30% pour deux d'entre eux et de 5% pour le troisième. Toutefois, il existe encore des différences importantes de subventions si l'on considère les sous-rubriques (codes additionnels) que composent ces produits (Annexe 4).

B. Le Sucre

Deuxième poste important, le sucre représente 20% des exportations des produits éligibles aux restitutions à destination de l'Afrique. Cependant, le sucre ne représente que 10% des exportations qui bénéficieraient effectivement de restitutions (Tableau 17) en raison du contingentement OMC et de l'exclusion au bénéfice des restitutions des importations en provenance des pays ACP³¹. Les principaux importateurs africains de produits sucriers subventionnés sont le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Sénégal, la Guinée et le Cameroun, qui absorbent plus de 60% des exportations de sucres européens subventionnés (Annexe 5). Les exportations de sucres bénéficiant de restitutions sont relativement concentrées (Annexe 6) sur un seul produit : le sucre blanc (code 17019910), fortement subventionné (418 Euros la tonne en 2002 soit 173% en équivalent ad valorem). Il faut à nouveau insister sur la particularité de cette subvention qui en fait est largement autofinancée par les producteurs.

C. Les produits « Hors Annexe 1 » (ingrédients incorporés)

Les exportations subventionnées de produits « hors annexe 1 » représentent 16% des exportations éligibles à restitutions à destination de l'Afrique et 22% de celles qui en

³¹ Mais également de l'Inde.

bénéficieraient effectivement. Il s'agit là d'une catégorie de produits importante, mais assez complexe à traiter, qui mériterait en soi une analyse approfondie. Les principaux pays importateurs de produits « Hors annexe 1 » sont le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Angola, la Côte d'Ivoire et le Cameroun (Annexe 8). Ces pays captent près de 50% des exportations européennes à destination de l'ensemble de l'Afrique en produits comprenant des « ingrédients incorporés ». Les trois principaux produits concernés (Annexe 9), qui représentent 52% des exportations bénéficiant de restitutions, sont des produits destinés à l'alimentation des enfants à base de céréales (code 19019099) ou contenant du lait (code 19011000) ou encore de l'eau comprenant une addition de sucres (code 22029010)³².

D. Le blé et farines de blés

Le blé et farines de blé représentent également une part importante des exportations éligibles aux subventions vers l'Afrique (12%). Cependant, le respect des engagements à l'OMC, couplé au fait que les restitutions ont été annulées pour certains de ces produits (les prix intérieurs étant au niveau de ceux du cours mondial), font que la part du blé et farines de blé dans l'ensemble exportations bénéficiant de subvention serait en définitive plus modeste (4%) (Tableau 17). Les principaux pays africains destinataires de ces produits sont l'Angola, le Zaïre, la Mauritanie, le Congo et le Soudan (Annexe 10). Ces cinq pays importent près de 60% du blé et farines de blés subventionnés européens destinés vers l'Afrique. En définitive, les restitutions ne portent que sur un seul produit (Annexe 11 et 12) : le froment de blé tendre et d'épeautre (code 11010015) et les niveaux de restitutions (en équivalent *ad valorem*) après être passé de 6% en 2001 à 1.2% en 2002 sont revenus à 5% en 2003.

E. Viandes de volailles

Au même titre que pour le blé et la farine de blé, la liste des produits « viandes de volailles » voit sa part dans les exportations de produits éligibles à destination de l'Afrique (6%) contrebalancée par les effets des engagements auprès de l'OMC. La part des exportations de viandes de volailles dans le total des exportations vers l'Afrique bénéficiant effectivement de restitution ne serait que de 4%. Les principaux pays importateurs de viandes de volailles subventionnées (plus de 50% des importations) sont le Bénin, le Nigeria, le Cameroun, le Ghana, l'Angola et le Sénégal (Annexe 13). Ces importations concernent principalement (60% des exportations, Annexe 14) des « coqs et poules en quartiers » (demi ou quart : code 2071420) qui bénéficient d'un équivalent de subvention de 6%.

³² Les niveaux de subvention accordés dépendent du degré d'incorporation des produits de base subventionnés et le montant de restitution n'est pas directement accessible dans la base TARIC (Cf. partie 2).

3.5 La situation sur le marché africain des principaux produits européens subventionnés

D'une manière générale, les subventions à l'exportation accroissent la part du pays exportateur sur le marché de destination aux dépens d'autres pays exportateurs concurrents. En ce sens les subventions peuvent porter préjudice aux pays exportateurs en développement en réduisant leur part de marché. Elles tendent aussi, pour les « grands exportateurs », à faire baisser le cours des marchés internationaux et peuvent accroître leur instabilité, car les niveaux des subventions peuvent changer fréquemment. Cependant, provenant d'un grand pays comme l'UE, les subventions avantagent les pays qui produisent peu les biens subventionnés correspondants. Les subventions représentent en effet, dans ce cas, des transferts de revenus du pays qui les octroie vers les consommateurs des pays importateurs (Garner B.L., (1992)). Ainsi, les subventions à l'exportation peuvent avoir des effets sociaux globalement bénéfiques pour les pays importateurs très éloignés de l'autosuffisance, car les gains des consommateurs compensent normalement largement les pertes des producteurs. Cette situation se révèle beaucoup plus complexe et nettement moins tranchée dans les cas où les pays sont autosuffisants pour les produits concernés ou leurs substituts (Pearce, R., Sharma, (2001)).

Afin de qualifier les effets potentiels des restitutions européennes sur les principaux produits subventionnés, nous examinerons successivement l'évolution de leur part de marché et de leur prix relatif, puis de la position qu'ils occupent dans la structure de la demande excédentaire des différents pays africains. Cette approche très descriptive n'a pas l'ambition de formaliser les impacts des subventions, mais seulement d'en introduire les composantes stylisées.

- **Les principaux produits européens subventionnés dans les importations africaines**

Les importations des principaux produits européens subventionnés représentent 14% des importations totales africaines. L'Europe est le principal exportateur de ces produits sur l'Afrique avec globalement une part de marché en 2002 de 69% (Annexe 26).

- **Evolution des parts de marché des principaux produits européens subventionnés**

Les parts de marchés européennes (en volume) observées pour les principaux produits subventionnés sont relativement importantes (>60%) dans le cas des produits laitiers (lait en poudre essentiellement), farines de blés ou des produits « Hors Annexe 1 » (produits pour l'alimentation des enfants principalement) et plus faible dans le cas du sucre (17%). Le graphique 2 souligne cependant que la tendance, pour ces différents produits, est plutôt marquée par une diminution des parts de marché de l'UE, à l'exception cependant des produits « hors annexe 1 » (190110 et 190190). Deux pays sont essentiellement concernés par les importations en produits européens subventionnés destinés à l'alimentation des enfants, se sont le Nigeria et l'Afrique du Sud (Annexe 27).

- **Evolution de la compétitivité des prix des principaux produits européens subventionnés**

La compétitivité des prix des principaux produits européens subventionnés exportés vers l'Afrique est ici estimée par les prix relatifs : le rapport entre les prix (valeurs unitaires) des exportations de l'UE et ceux des exportations concurrentes sur les mêmes marchés. Les niveaux de cette compétitivité sont sensiblement favorables aux produits européens (<1), à l'exception des produits « hors annexe 1 » (Graphique 3). En revanche, l'évolution sur la période considérée de ces prix relatifs montre une tendance plutôt à la hausse sur l'ensemble des produits concernés. Il y aurait donc une diminution de la compétitivité-prix des principaux produits subventionnés exportés par l'UE vers l'Afrique.

Graphique 2 : Evolution des parts de marché des principaux produits européens subventionnés



hs6	Products description	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
40221	Milk an cream, in powder, of a fat content by weight exceeding 11%	90.8	88.8	90.2	81.7	73.9	68.9	66.8
40291	Milk an cream, in powder, of a fat content by weight exceeding 11% but not exceeding 27%	98.5	99.1	98.3	92.2	86.3	94.4	91.7
110100	White sugar (Candy sugar)	78.0	73.2	82.7	77.9	74.5	62.5	64.0
170199	Preparations for infant use	40.1	39.2	34.2	2.0	42.0	11.7	16.8
190110	Preparations for infant use (with milk)	20.7	73.0	80.5	78.4	62.6	83.8	82.3
190190	Water, Containing sugar (sucrose or invert sugar)	43.6	43.7	47.6	46.4	42.3	59.4	61.5
220290	Wheat and wheat flour	76.1	79.2	75.7	79.6	66.6	64.9	30.0

Source : données CEPII à partir de la base de donnée COMTRADE

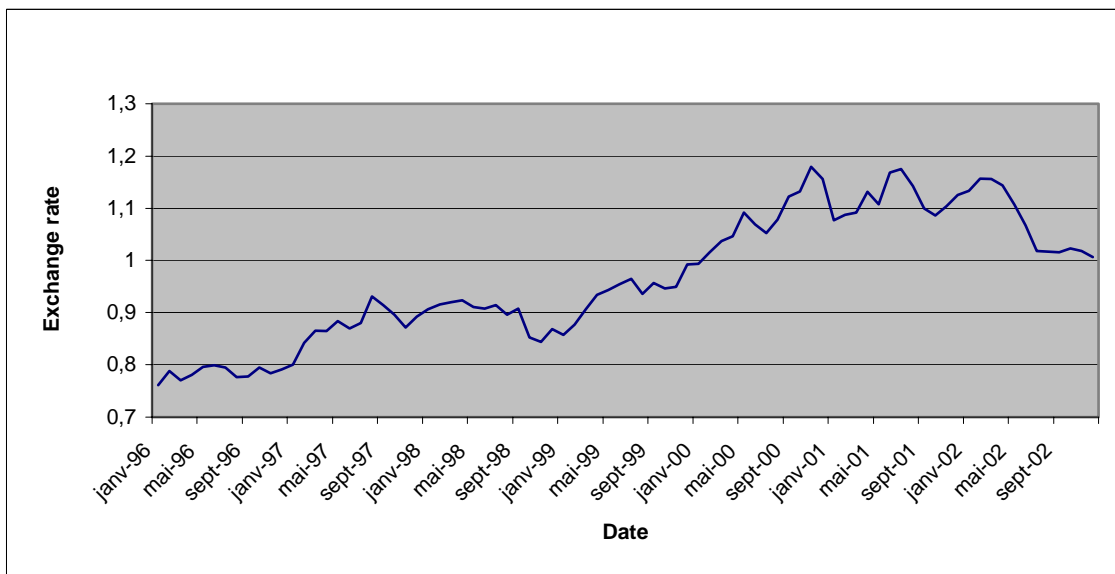
Graphique 3 : Evolution des prix relatifs des principaux produits européens subventionnés



Source : données CEPII à partir de la base de donnée COMTRADE

Lists: (40221, 40291) Other milk products, (110100) Wheat and wheat flour, (170199) Sugar, (1990110, 190190, 220290) Incorporated products. Le prix relatif est le rapport entre le rapport des valeurs unitaires (valeur/quantités) des importations africaines en provenance de l'Europe et de celles provenant des pays concurrents.

Graphique 4 : Evolution du taux de change € / US\$ de 1996 à 2002



Source : InfoEuro, Cours mensuelle de l'Euro

- **Evolution du taux de change (Euro /US\$)**

Le graphique 4 montre que l'euro s'est apprécié sur la période 1996-2001 et cette situation introduirait donc un coût pour les productions européennes exportées sur le continent africain.

La situation des principaux produits subventionnés exportés par l'UE vers l'Afrique révèle une diminution de la compétitivité prix³³ des produits européens, qui pourrait expliquer le constat que l'on fait simultanément des pertes des parts de marché enregistrées par l'UE pour ces mêmes produits. L'augmentation de l'appréciation de l'Euro par rapport au dollar sur la période considérée serait un facteur influent pour ce constat et en définitive le maintien, voire l'augmentation des subventions à l'exportation de l'UE pour ces produits (annexe 2 à 4) aurait servi à corriger les effets du change sur la compétitivité prix.

Cette première lecture des faits mériterait bien entendu un examen plus approfondi notamment à l'égard des produits « hors-annexe 1 » qui n'entrent pas complètement dans ce schéma explicatif³⁴. Cependant, même si une formalisation de ces relations est à mener pour consolider cette argumentation, le constat réalisé en termes de part de marché ou de compétitivité, pour les principaux produits subventionnés par l'UE, demeure. Ce constat peut par ailleurs être enrichi en considérant la situation d'autosuffisance des pays africains pour les produits concernés. Celle-ci peut être appréciée en considérant, à partir de la demande excédentaire, le degré de « spécialisation » à l'importation des pays africains. On mobilise ici l'indicateur de Balassa (Balassa, 1965) à l'importation (Annexe 28) pour les principaux produits subventionnés par l'UE. Cet indicateur met en relief une demande structurelle forte de certains pays africains pour ces produits (Tableau 18).

- **« Spécialisation » de la demande d'importation des pays africains en produits européens subventionnés**

Tableau 18 : spécialisation de la demande des pays africains en produits européens subventionnés

Products	Import "specialization"
Milk and cream, in powder, of a fat content by weight exceeding 11%	Senegal, Ivory Coast, Nigeria
Milk and cream, in powder, of a fat content by weight exceeding 11% but not exceeding 27%	Ivory Coast, Nigeria
White sugar (Candy sugar)	Mauritania, Ghana, Nigeria, Guinea
Preparations for infant use (with malt)	Cameroon, Nigeria
Preparations for infant use (with milk)	Nigeria
Water, Containing sugar (sucrose or invert sugar)	Angola
Wheat and wheat flour	Angola, Congo, Mauritania, Sudan

Sources : Specialization indice from Comtrade data and Comext data (see Annexe)

La forte spécialisation de ces pays dans la demande des produits considérés permettrait d'avancer l'hypothèse qu'ils ne sont pas autosuffisants pour ces productions. Hypothèse qui peut se justifier aussi par le fait que ces biens sont en majorité des produits transformés, comme le lait en poudre ou les aliments pour les enfants. Toutefois, cette hypothèse serait beaucoup plus fragile dans le cas du sucre. Cette situation permettrait d'avancer que les subventions européennes auraient sur les pays africains un effet plutôt bénéfique, notamment pour les consommateurs des pays africains concernés.

³³ Comme nous avons pu le noter précédemment, les considérations liées aux changes sont effectivement prises en compte dans les modalités de fixation des restitutions par les Comités de gestion.

³⁴ Il convient à cet effet de préciser que les produits identifiés dans le cadre des exportations européennes (Eurostat – COMEXT) ne correspondent aussi précisément à ceux utilisés pour estimer les parts de marchés ou les prix relatifs (COMTRADE)

La mesure de l'impact des restitutions européenne sur les pays africains, sortant du cadre de cette étude, mériterait en soi un développement spécifique et les faits stylisés que nous avons avancés permettent de dessiner le contour des effets attendus.

4 Conclusion

En croisant les données réglementaires fixant les niveaux de restitutions par produits et destinations (TARIC-DG Fiscalité et Union Douanière) avec les statistiques d'exportations (Eurostat –COMEXT), on a pu préciser la situation des exportations subventionnées à destination des pays africains. Cette méthodologie a permis d'une part, de répondre à l'objectif principal de l'étude qui était de d'apporter cette information par produits exportés et pays africains destinataires, et d'autre part d'avancer une évaluation en équivalent *ad valorem* des niveaux de restitutions. L'analyse a permis également de souligner les difficultés de ce traitement sur quelques points qui mériteraient un développement approfondi. Il s'agit notamment du cas des produits « hors Annexe 1 » qui se révèlent occuper une place importante dans les produits subventionnés exportés vers l'Afrique. Enfin si nous avons pu avancer quelques éléments relativement descriptifs concernant les effets sur les marchés africains des subventions européennes, cette analyse reste pour l'essentiel à faire.

Bibliographie

Alston, J., Carter, C., Smith, V. (1993), *Rationalizing Agricultural Export Subsidies*. American Journal of Agricultural Economics.

B.Balassa (1965), *Trade liberalization and revealed comparative advantage*, The Manchester School of Economic and Social Studies, n°33, may

Brander, J, Spencer, B. (1985), *Export Subsidies and International Market Share Rivalry*. Journal of International Economics, 27, pp 69-89.

Bureau D., Formery Z., (1988) *Quand peut-on justifier des aides à l'exportation ?*, Annales d'Economie et de statistiques, 12, pp 109-126.

FAO (2001), *L'accord sur l'agriculture, module 3 « les subventions à l'exportation »*, R. Pearce et R. Sharma

FAO (1998), *Les conséquences de l'Accord sur l'Agriculture du Cycle d'Uruguay pour les pays en développement - Un manuel de formation*, par S. Healy, R. Pearce et M. Stockbridge. Rome.

Garner B.L., (1992), *The Economics of Agricultural Policies*, McMillan, New York

Laird, S, (1997), *WTO Rules and Good Practice on Export Policy*, WTO, Working Paper TPRD9701, March.

OCDE (2000), *Une analyse prospective des subventions à l'exportation pour le secteur agricole*, COM/AGR/TD/WP (2000)90, sept.

OCDE (2000), *Aspects de la mise en œuvre de l'accord d'Uruguay touchant à l'accès aux marchés, au soutien interne et aux subventions à l'exportations dans les pays de l'OCDE*, COM/AGR/TD/WP(2000)89.

OCDE (2000), *A Forward-looking Analysis of Export Subsidies in Agriculture*. Paris

Paarlberg P., (1984), *When are Export Subsidies Rational ?* Agricultural Economic Research, 36, pp 1-7.

ANNEXES

1. Annex: EU-subsidized products exported to Africa.

Eligible Refund Export Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002			LDCs
	Eligible	With WTO restrict	Refund %	Eligible	With WTO restrict	Refund %	Eligible	With WTO restrict	Refund %	
Nigeria	185435	107059	37	292407	139630	17,6	264056	126015	24,7	
Angola	144134	105584	17,6	157654	76302	16,4	174163	58809	18	*
Ivory Coast	69071	45539	25,4	88476	44339	17,1	81355	34967	34	
South Africa	89815	66983	17	73489	40095	6,3	65600	27114	14	*
Senegal	62969	43845	32	82701	40467	23,9	71577	30830	38,9	*
Cameroon	61374	37897	19,9	70383	31957	16,3	71328	28102	24,6	
Mauritania	64372	35928	33	75557	29075	33,3	53899	20565	44,3	*
Benin	39357	23190	20,9	53138	24146	13,4	59440	22367	17,6	*
Ghana	38807	22590	31,3	50427	18190	25,4	50284	19107	24,3	
Gabon	44282	29718	18,3	44007	22397	15,4	46619	21180	19,1	
Zaire	40568	30874	17,5	33357	19716	18,4	59020	24454	34,5	*
Congo (Republic of)	44513	31920	17	37872	22036	12,9	44210	17810	20,1	
Guinea	40137	19632	35,9	41874	15119	33,8	42649	12879	55,4	*
Mali	35502	20553	38,6	32005	13932	30,1	30882	11392	39	*
Sudan	39235	32757	21,3	29216	18088	10,8	19154	8220	30	
Burkina Faso	20057	12807	19,2	23260	10459	18,5	32942	11573	36,7	*
Djibouti	26284	19851	24	21577	13039	18,4	27208	13093	27,7	*
Togo	24287	10527	43,5	23560	10039	23,8	27344	11720	32,4	*
Cape Verde	20869	12962	22,8	27580	13930	16,4	24337	11296	26,8	*
Mauritius	20956	13868	13,8	23339	12136	8,9	23865	10801	12	
Niger	24807	14503	31,2	23448	10760	24,2	19222	7325	31,6	*
Sierra Leone	15178	9274	20,8	22950	10645	15,9	28370	11440	19,1	
Gambia	21914	15284	21,2	22313	10943	19,5	21213	8427	18,3	*
Equatorial Guinea	11841	8251	12,3	14679	7877	13,4	17283	7464	12,3	*
Madagascar	17773	12727	13,6	14698	7217	20,3	8859	2674	24,2	*
Kenya	15538	8871	20,9	11567	5266	7,2	9470	3623	9,1	
Liberia	15832	10806	16,3	10605	5710	14,3	7289	2888	27,3	*
Chad	8881	6567	9,6	10432	5215	9,3	12113	2919	8,9	*
Central African Republic	10665	8506	9,5	6942	4240	9,1	10305	2444	13,9	*
Eritrea	16751	12415	20,4	4532	2625	10,7	3571	1765	28,3	*
Guinea Bissau	10007	6127	21,9	6582	3695	12,5	8497	3405	20,7	*
Seychelles and dependencies	5978	4097	20,2	5472	3112	21	6167	3165	25,5	*
Sao Tomé and Príncipe	4418	2846	16	5174	2651	13,7	7086	2448	20,4	
Ethiopia	9096	6163	13	3810	2167	6,2	3336	1567	13,3	*
Mozambique	8189	5090	17,2	4283	2093	16	3797	1823	29	*
Tanzania	6705	4967	18,3	4792	2752	10,5	4771	2157	20,4	*
Uganda	8114	6425	10,8	3847	2266	7	3728	1712	11,2	*
Somalia	8561	7279	19,2	2060	1246	18,1	2824	1484	31,5	*
Comoros (excluding Mayotte)	3650	2672	20,5	5333	3118	36,4	4087	1404	33,3	*
Rwanda	5484	3690	23,6	3872	2137	14,8	2436	984	30,1	*
Namibia	4316	3014	25,1	1979	1306	18,1	1808	835	16,3	
Burundi	2741	2137	7,1	2951	1804	11,6	1168	603	22,9	*
Malawi	1927	1506	16,6	953	548	13,1	2706	1376	24,9	*
Zimbabwe	1562	1064	10,9	1240	614	6,5	1478	553	11	
Zambia	1023	639	11,1	673	347	9,2	936	449	12,2	*
Swaziland	635	374	23,5	1127	469	14,3	645	292	22,9	*
St Helena and dependencies	622	457	10,5	418	202	6,9	478	180	7,8	
Lesotho				62	47	12,8	231	128	ns	
Botswana	238	176	15,9	8	0	ns	19	3	ns	
Total (*)	1354469	890011	23,8	1478679	716164	17,7	1463826	597831	26	

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum}[\text{quantity} \times \text{refund}] / \text{sum}[\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). (*) The total *ad valorem* equivalent estimated here does not include "Outside Annex I" products. The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

2. Annex: EU-subsidized "other milk products" exported to Africa

Other milk products Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible	With	Refund	Eligible	With	Refund	Eligible	With	Refund
	WTO	restrict	%	WTO	restrict	%	WTO	restrict	%
Angola	15413	11684	31,4	21526	13536	18,6	20629	11523	35,5
Benin	11500	8730	17,6	11933	7506	15	9613	5371	19,9
Burkina Faso	5069	3842	25,7	4375	2741	18,2	3484	1941	29,4
Burundi	222	167	42,8	507	317	21,9	318	176	43,1
Cameroon	13128	9954	28,8	19563	12309	18,4	14325	8006	28,8
Cape Verde	6150	4653	32,1	10260	6443	18,8	7759	4328	36,1
Central African Republic	675	502	20,9	1004	625	18,3	945	523	26,5
Chad	475	356	40,6	1775	1115	21,8	1085	604	30,7
Comoros (excluding Mayotte)	328	244	32,6	750	466	20	519	285	36,6
Congo (Republic of)	9345	7090	33,6	11622	7307	19,5	9219	5150	34,5
Djibouti	14972	11364	33,9	12897	8114	20,1	16545	9253	34,8
Equatorial Guinea	1203	904	15,4	2704	1695	15,7	2732	1522	13,1
Eritrea	3589	2720	41,9	1844	1154	21,8	1842	1025	46,4
Ethiopia	1202	909	43,9	602	374	23,1	670	371	43,7
Gabon	11975	9088	21,3	13900	8745	15,1	11456	6401	23,1
Gambia	6422	4868	22	6132	3849	14,3	5937	3308	26,1
Ghana	5446	4129	30,5	9104	5724	13,6	6305	3522	35,2
Guinea	8025	6084	19,5	8424	5296	12,1	5562	3102	14,3
Guinea Bissau	905	680	27,1	1064	664	19,7	1086	601	35,5
Ivory Coast	27574	20939	32,4	30505	19200	17,5	21806	12195	32,1
Kenya	1115	840	34,8	688	426	22,2	647	356	35,7
Liberia	1831	1380	25	2030	1270	14,4	1463	812	20,1
Madagascar	837	626	34,6	683	420	16,5	542	298	33,2
Malawi	411	309	12,4	558	347	17,4	738	411	25,6
Mali	14217	10793	39,8	11363	7150	22,6	8313	4646	46,8
Mauritania	10045	7619	21,2	13474	8478	13,5	14073	7868	27,5
Mauritius	3503	2648	35,4	4415	2772	21,5	3805	2120	37,8
Niger	7558	5734	31	7597	4776	20,1	6145	3433	42,1
Nigeria	61849	46985	35,4	121779	76697	15	128369	71869	25,6
Rwanda	1169	887	46,4	1998	1255	22,5	893	497	45,7
Senegal	32414	24616	40,8	33893	21337	20,2	20777	11619	47,9
Seychelles and dependencies	837	632	36,1	2133	1339	21,4	2461	1375	36,7
Sierra Leone	3439	2602	23,8	4865	3050	14,3	4512	2510	23,5
Somalia	2407	1828	39	1616	1017	21,7	2350	1315	35,4
South Africa	4282	3239	32,1	2440	1523	16,4	3506	1949	57,3
St Helena and dependencies	149	110	7,4	41	24	7,3	32	14	3,1
Sudan	8620	6545	34,2	9831	6189	18,3	9030	5052	36
Swaziland	384	291	28,6	121	76	27,3	135	75	60,7
Sao Tomé and Principe	415	305	34,2	696	427	24,1	685	373	42,9
Tanzania	1572	1186	38,5	1629	1023	23	1659	926	44,2
Togo	5285	4005	19,3	5887	3698	13,2	7331	4096	19,1
Uganda	563	424	41,7	1106	695	20,7	705	392	36,5
Zaire	9706	7364	33,1	10129	6372	21,3	18405	10293	45,2
Total	316695	240222	32	409615	257632	17,1	378672	211644	31,2

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum}[\text{quantity} \times \text{refund}] / \text{sum}[\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). (*) The total *ad valorem* equivalent estimated here does not include "Outside Annex I" products. The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

3. Annex: "Other milk products" exports: detail per product

Other milk products Export (1000 Euros) Products	2000			2001			2002		
	Eligible restrict	With WTO	Refund %	Eligible restrict	With WTO	Refund %	Eligible restrict	With WTO	Refund %
4011010	375	264	4,8	440	259	4,1	663	348	4,5
4011090	45	30	2,2	30	15	3,3	15	7	6,7
4012011	5342	4027	6,3	7353	4601	5,5	7606	4230	5,6
4012091	5799	4372	8,5	7392	4627	7,6	8157	4543	7,9
4013011	200	143	8,5	97	48	9,3	54	23	9,3
4013031	2243	1679	29,4	2250	1388	29	2752	1509	26,3
4022111	15793	11977	33,1	17781	11182	16,4	15060	8414	40,6
4022119	89957	68327	42,7	87366	55003	23,8	85823	48027	54,8
4022191	87649	66575	37	134776	84868	20,1	122862	68767	34,2
4022199	11550	8760	46,8	20886	13142	22,7	17095	9554	58,2
4022915	96	66	13,5	814	508	14,5	123	62	25,2
4029111	459	341	14,6	59	33	3,4	1187	657	5,1
4029131	44354	33675	14,2	73283	46143	5,9	72124	40363	5
4029911	36004	27332	12,7	37791	23774	14,5	28864	16136	11
4029919	204	154	9,8	737	462	10,2	767	428	9,9
4029931	110	81	6,4	141	88	6,4	63	32	7,9
4039011	75	56	12	29	17	6,9	70	38	15,7
4039013	5699	4327	105,6	5243	3298	20,2	4177	2335	54
4049021	57	41	19,3	53	32	7,5	5	2	40
4049023	2342	1769	24,8	2653	1662	21,6	8	4	25
4049029	38	28	23,7	31	18	16,1	34	18	29,4
4049083	3545	2680	17,6	502	312	44,8	117	64	41,9
Total	316695	240222	32	409615	257632	17,1	378672	211644	31,2

Product lines with low export levels are not included in the table.
Sources: Exploitation TARIC (DG-Fiscality), Eurostat (COMEXT)

4. Annex: Description of the main dairy products and refund details

NC Code	Description of goods	Additional code	2002 Refund Eur/100kg
4022191	Milk and cream, in powder, of a fat content by weight exceeding 11% Of a fat content by weight		
	Not exceeding 28%	9100	91,5
	Exceeding 28% but not exceeding 29%	9200	92,2
	Exceeding 29% but not exceeding 45%	9350	93,1
	Exceeding 45%	9500	101,9
4022119	Milk and cream, in powder, of a fat content by weight exceeding 11% but not exceeding 27% Of a fat content by weight		
	not exceeding 17%	9300	80
	Exceeding 17% but not exceeding 25%	9500	84,4
	Exceeding 25%	9900	90,9
4029131	Milk and cream, in powder, of a fat content by weight exceeding 11% but not exceeding 27% In immediate packing of a net content not exceeding 2,5kg Of a no-fat lactic dry matter content of 15% or more	9300	7

Sources: TARIC (DG-Fiscality)

5. Annex: EU-subsidized "sugar" exported to Africa

Sugar Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible restrict	WTO With	Refund %	Eligible restrict	WTO With	Refund %	Eligible restrict	WTO With	Refund %
Angola	13278	2118	162,3	20408	2648	127,2	6875	1437	92
Benin	10695	1705	110,9	9776	1266	82,5	9906	2075	88,9
Burkina Faso	5694	907	75	9754	1264	79,8	13161	2761	107,7
Burundi	314	46	21	550	70	0,2	63	10	33,3
Cameroon	16948	2705	68,4	22234	2883	50,7	19549	4098	70,7
Cape Verde	4805	764	124,2	5567	717	101,9	2438	507	157,2
Central African Republic	1141	177	121,7	572	71	79,9	770	158	82,6
Chad	1600	254	6,9	2698	347	16,9	1987	412	0,4
Comoros (excluding Mayotte)	566	88	98,9	1061	134	110,5	1030	214	104,6
Congo (Republic of)	6675	1063	1,8	1194	150	3,3	1548	319	2,4
Djibouti	1881	296	36,4	1855	237	39,6	2672	558	20,7
Equatorial Guinea	704	109	90,2	910	116	84,6	1049	218	68,2
Eritrea	2824	448	58,2	618	77	1,6	368	72	3
Ethiopia	2271	358	29,9	645	78	29,5	461	94	22,6
Gabon	6556	1045	0,2	6702	868	0	6586	1375	0
Gambia	4133	658	153	7606	985	113,4	3080	642	65,7
Ghana	14514	2314	110,1	25614	3320	86,2	20720	4347	25,3
Guinea	20044	3203	142,8	22387	2907	125,2	19010	3988	154
Guinea Bissau	2456	390	196,8	1006	129	123,1	929	192	166,3
Ivory Coast	11497	1832	98,1	22045	2860	69,1	25004	5243	96,5
Kenya	5815	922	103,8	4327	555	9,2	4133	863	4,2
Liberia	3348	532	117,7	2126	273	114	1583	329	124,4
Madagascar	3919	624	2,1	5112	660	98	1960	404	93,1
Malawi	192	28	0,5	122	14	1,6	115	23	0
Mali	12572	2009	142,7	13563	1760	126,3	7427	1556	117,7
Mauritania	27384	4378	161,4	39727	5161	118,9	13457	2822	166
Mauritius	3642	577	0,2	5002	645	0,1	4122	856	0,6
Mozambique	474	73	50,6	392	49	19,9	218	44	12,8
Namibia	568	88	226,6	156	17	0,6	312	63	0
Niger	8989	1435	134,1	8760	1133	122,9	3317	692	107,6
Nigeria	67907	10858	138,6	87296	11341	69,1	56312	11821	42
Rwanda	1282	202	7,2	565	71	7,6	544	110	40,4
Senegal	8577	1364	87,3	24196	3136	97,7	19418	4068	106,8
Seychelles and dependencies	933	146	0	1053	133	0,1	961	198	0,1
Sierra Leone	4333	688	95,2	6062	783	85,1	4856	1011	78,6
South Africa	12697	2023	1,1	17438	2257	1,3	20748	4349	0,9
Sudan	1325	206	57,1	2523	324	26	1607	332	22
Sao Tomé and Principe	464	71	138,8	556	69	143,5	624	127	161,1
Tanzania	570	86	70,7	836	105	14,6	1203	247	9,8
Togo	13374	2133	160,3	9545	1237	126,9	8613	1804	150,6
Uganda	321	48	0	451	56	7,1	397	78	0,3
Zaire	4907	780	22,7	4815	620	83	2270	470	42,8
Zambia	256	40	0	48	4	2,1	143	28	0
Zimbabwe	124	17	0	29	2	0	335	69	0
Total	312707	49824	110,1	397979	51538	82,4	292013	61104	73,6

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum} [\text{quantity} \times \text{refund}] / \text{sum} [\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). (*) The total *ad valorem* equivalent estimated here does not include "Outside Annex I" products. The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

6. Annex: "sugar" exports: detail per product

Sugar Export (1000 Euros) Products	2000			2001			2002		
	Eligible restrict	With WTO	Refund %	Eligible restrict	With WTO	Refund %	Eligible restrict	With WTO	Refund %
17011190	17	1	52,9	81	7	29,6	21	1	61,9
17019100	312	44	7,7	297	34	7,7	418	75	7,9
17019910	198273	31683	173,4	238691	30992	137,2	128033	26849	166,2
17019990	97	10	14,4	93	5	17,2	90	12	20
17023051	349	50	16,9	610	73	12,6	622	125	7,7
17024010							999	209	188,9
17029071	200	26	18,5	154	17	22,1	8	0	12,5
17029075	352	50	4,8	413	48	3,1	428	84	1,9
17029099	708	107	15,5	849	102	15,4	755	146	15,4
Total	312707	49824	110,1	397979	51538	82,4	292013	61104	73,6

Sources TARIC (DG-Fiscality)

7. Annex: Description of the main sugar products and refund details

NC Code	Description of goods	Additional code	2002 Refund Eur/100kg
17019910	White sugar		
	Candy sugar	9100	41,8
	Other		
	Of a total quantity not exceeding 10 tons	9910	41,8
	Other	9950	41,8

Sources TARIC (DG-Fiscality)

8. Annex: EU-subsidized "incorporated products" exported to Africa

Incorporated products Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible	With restrict	Refund %	Eligible	With restrict	Refund %	Eligible	With restrict	Refund %
Angola	17675	16201	<i>ns</i>	22671	17401	<i>ns</i>	21597	12042	<i>ns</i>
Benin	4123	3757	<i>ns</i>	5584	4274	<i>ns</i>	8167	4546	<i>ns</i>
Burkina Faso	3886	3552	<i>ns</i>	5016	3842	<i>ns</i>	6919	3848	<i>ns</i>
Burundi	1172	1070	<i>ns</i>	1049	798	<i>ns</i>	387	206	<i>ns</i>
Cameroon	9677	8861	<i>ns</i>	12049	9236	<i>ns</i>	12104	6728	<i>ns</i>
Cape Verde	4653	4235	<i>ns</i>	5861	4470	<i>ns</i>	5727	3162	<i>ns</i>
Central African Republic	3047	2789	<i>ns</i>	568	426	<i>ns</i>	671	365	<i>ns</i>
Chad	373	335	<i>ns</i>	495	374	<i>ns</i>	848	463	<i>ns</i>
Comoros (excluding Mayotte)	424	380	<i>ns</i>	353	258	<i>ns</i>	428	231	<i>ns</i>
Congo (Republic of)	4226	3855	<i>ns</i>	5066	3864	<i>ns</i>	6211	3445	<i>ns</i>
Djibouti	2941	2674	<i>ns</i>	2666	2021	<i>ns</i>	3422	1885	<i>ns</i>
Equatorial Guinea	2490	2264	<i>ns</i>	2617	1989	<i>ns</i>	3582	1980	<i>ns</i>
Eritrea	866	787	<i>ns</i>	1294	979	<i>ns</i>	1017	550	<i>ns</i>
Ethiopia	3166	2892	<i>ns</i>	1676	1265	<i>ns</i>	1527	831	<i>ns</i>
Gabon	6247	5702	<i>ns</i>	6979	5326	<i>ns</i>	9457	5248	<i>ns</i>
Gambia	1593	1439	<i>ns</i>	3055	2327	<i>ns</i>	2941	1622	<i>ns</i>
Ghana	3663	3330	<i>ns</i>	5044	3850	<i>ns</i>	6130	3396	<i>ns</i>
Guinea	2875	2617	<i>ns</i>	3380	2578	<i>ns</i>	3873	2146	<i>ns</i>
Guinea Bissau	2074	1878	<i>ns</i>	2179	1653	<i>ns</i>	1907	1045	<i>ns</i>
Ivory Coast	11190	10248	<i>ns</i>	17806	13668	<i>ns</i>	13235	7365	<i>ns</i>
Kenya	4079	3706	<i>ns</i>	3571	2711	<i>ns</i>	2617	1432	<i>ns</i>
Lesotho							231	128	
Liberia	1845	1681	<i>ns</i>	1336	1008	<i>ns</i>	939	511	<i>ns</i>
Madagascar	2361	2139	<i>ns</i>	2608	1967	<i>ns</i>	2014	1087	<i>ns</i>
Malawi	12	8	<i>ns</i>	37	27	<i>ns</i>	353	189	<i>ns</i>
Mali	3901	3558	<i>ns</i>	4623	3529	<i>ns</i>	5297	2941	<i>ns</i>
Mauritania	3895	3559	<i>ns</i>	6895	5285	<i>ns</i>	5094	2826	<i>ns</i>
Mauritius	5744	5233	<i>ns</i>	6800	5196	<i>ns</i>	8774	4867	<i>ns</i>
Mozambique	491	432	<i>ns</i>	704	514	<i>ns</i>	456	239	<i>ns</i>
Namibia	457	397	<i>ns</i>	793	579	<i>ns</i>	976	519	<i>ns</i>
Niger	1257	1134	<i>ns</i>	2292	1747	<i>ns</i>	3689	2048	<i>ns</i>
Nigeria	24871	22833	<i>ns</i>	37539	28862	<i>ns</i>	36488	20384	<i>ns</i>
Rwanda	551	496	<i>ns</i>	441	330	<i>ns</i>	319	169	<i>ns</i>
Senegal	8632	7883	<i>ns</i>	10799	8266	<i>ns</i>	12270	6821	<i>ns</i>
Seychelles and dependencies	785	701	<i>ns</i>	726	545	<i>ns</i>	986	532	<i>ns</i>
Sierra Leone	1280	1148	<i>ns</i>	2195	1657	<i>ns</i>	3959	2182	<i>ns</i>
Somalia	297	271	<i>ns</i>	210	160	<i>ns</i>	252	139	<i>ns</i>
South Africa	29437	27011	<i>ns</i>	35185	27028	<i>ns</i>	21533	11996	<i>ns</i>
St Helena and dependencies	117	96	<i>ns</i>	133	92	<i>ns</i>	172	84	<i>ns</i>
Sudan	1189	1078	<i>ns</i>	2639	2018	<i>ns</i>	2138	1179	<i>ns</i>
Sao Tomé and Principe	721	641	<i>ns</i>	1115	834	<i>ns</i>	1419	773	<i>ns</i>
Tanzania	2145	1950	<i>ns</i>	1841	1393	<i>ns</i>	1568	856	<i>ns</i>
Togo	2620	2385	<i>ns</i>	4580	3500	<i>ns</i>	7833	4363	<i>ns</i>
Uganda	1382	1247	<i>ns</i>	1462	1102	<i>ns</i>	1405	763	<i>ns</i>
Zaire	4781	4378	<i>ns</i>	4877	3725	<i>ns</i>	4865	2695	<i>ns</i>
Zambia	272	242	<i>ns</i>	194	140	<i>ns</i>	296	161	<i>ns</i>
Zimbabwe	587	526	<i>ns</i>	234	174	<i>ns</i>	321	173	<i>ns</i>
Total	190081	173607	<i>ns</i>	239244	182992	<i>ns</i>	236422	131163	<i>ns</i>

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum}[\text{quantity} \times \text{refund}] / \text{sum}[\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). (*) The total *ad valorem* equivalent estimated here does not include "Outside Annex I" products. The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

9. Annex: "Incorporated products" exports: detail per product

Incorporated products Export (1000 Euros) Products	2000			2001			2002		
	With			With			With		
	Eligible	WTO	Refund	Eligible	WTO	Refund	Eligible	WTO	Refund
	restrict	%		restrict	%	restrict	%		
15171010	4844	4442	ns	6363	4887	ns	7030	3920	ns
17049055	2120	1940	ns	3022	2314	ns	2848	1581	ns
17049065	830	753	ns	955	714	ns	679	359	ns
17049071	2115	1918	ns	2621	1987	ns	2127	1160	ns
17049075	1526	1384	ns	2418	1841	ns	1448	787	ns
17049081	437	392	ns	411	307	ns	231	120	ns
17049099	1385	1244	ns	1242	926	ns	1951	1059	ns
18063100	2531	2301	ns	2808	2131	ns	2574	1405	ns
18069019	2024	1831	ns	2635	1999	ns	2255	1238	ns
18069031	781	696	ns	808	602	ns	1219	658	ns
18069039	1209	1090	ns	1339	1006	ns	959	510	ns
18069050	644	574	ns	897	671	ns	436	221	ns
18069060	1124	1013	ns	1819	1378	ns	1682	916	ns
18069070	625	555	ns	621	456	ns	707	381	ns
18069090	962	860	ns	630	463	ns	619	321	ns
19011000	30956	28438	ns	35249	27102	ns	44903	25105	ns
19012000	3132	2849	ns	2661	2015	ns	2937	1611	ns
19019019	711	644	ns	278	208	ns	248	134	ns
19019099	37680	34625	ns	61967	47675	ns	49595	27733	ns
19021100	755	673	ns	1679	1272	ns	1171	631	ns
19022099	452	408	ns	336	251	ns	315	170	ns
19024010	1625	1478	ns	1623	1231	ns	1651	906	ns
19051000	443	402	ns	413	315	ns	334	183	ns
19059045	2379	2157	ns	4077	3105	ns	3265	1792	ns
19059055	805	722	ns	1080	810	ns	893	480	ns
19059060	1242	1112	ns	1250	942	ns	1148	616	ns
19059090	5359	4893	ns	7316	5595	ns	7814	4339	ns
20058000	440	385	ns	597	444	ns	586	309	ns
21013019	666	608	ns	706	539	ns	310	169	ns
21021031	5916	5415	ns	6631	5081	ns	8738	4864	ns
22021000	8000	7328	ns	8935	6843	ns	8870	4928	ns
22029010	27511	25276	ns	36273	27885	ns	30641	17122	ns
22029091	166	141	ns	301	215	ns	275	144	ns
22029095	455	403	ns	502	369	ns	935	505	ns
22029099	703	631	ns	1083	814	ns	1147	623	ns
22083032	675	598	ns	1025	770	ns	936	507	ns
22083052	8813	8073	ns	11243	8619	ns	13255	7385	ns
22083072	761	680	ns	780	588	ns	949	517	ns
22083082	2113	1919	ns	2321	1762	ns	2887	1592	ns
22085011	6156	5624	ns	6772	5172	ns	7658	4250	ns
22089057	744	663	ns	1408	1066	ns	1439	784	ns
22089069	9572	8765	ns	8788	6727	ns	10964	6106	ns
22089078	857	777	ns	1021	776	ns	891	485	ns
Total	190081	173607	ns	239244	182992	ns	236422	131163	ns

Sources Eurostat (COMEXT)

10. Annex: EU-subsidized "wheat and wheat flour" products exported to Africa

Wheat and wheat flour Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible restrict	With WTO	Refund %	Eligible restrict	With WTO	Refund %	Eligible restrict	With WTO	Refund %
Angola	40677	36608	10,8	14130	9608	6	49846	7476	1,1
Benin	5110	4598	9,8	2333	1586	5,7	4895	733	1,1
Burkina Faso	3501	3149	14,9	2483	1688	5,8	4844	725	1,1
Burundi	524	470	6,5	170	115	4,7			
Cameroon	5457	4910	8,9	5	3	0	2020	302	0,5
Cape Verde	499	448	3,8	8	5	0	3	0	0
Central African Republic	5092	4581	9,2	4263	2898	6,2	7173	1075	1,1
Chad	5086	4577	9,5	4302	2925	5,8	7496	1123	1,1
Comoros (excluding Mayotte)	833	749	9,7	598	406	5	1163	174	0,8
Congo (Republic of)	14248	12822	11,8	7224	4912	5,8	10848	1626	1,4
Djibouti	4458	4012	9,7	1982	1347	5,8	2703	404	1,1
Equatorial Guinea	2317	2084	7,5	1233	838	4,4	1838	274	0,9
Eritrea	6681	6011	14,2	379	257	6,3	8	0	0
Ethiopia	1246	1120	16,5	339	230	5,3			
Gabon	3550	3194	10,3	648	440	5,6	1296	193	1
Gambia	6693	6023	12,3	2550	1734	7,1	5754	862	1,4
Ghana	932	838	8,6	499	339	5,6	1514	227	0,9
Guinea	5805	5223	10,6	2851	1938	5,9	8487	1272	1
Guinea Bissau	1965	1768	9,7	381	258	5,8	2100	314	1,1
Ivory Coast	1859	1671	12,5	219	148	5,5	715	106	0,7
Kenya	1014	911	7,1	455	309	6,6			
Liberia	2801	2520	8,7	1110	754	4,2	449	66	1,1
Madagascar	7538	6782	13,7	3682	2504	6,3	3514	526	1,1
Malawi	1071	963	18,7	119	80	6,7	215	32	1,4
Mali	3264	2936	13,6	904	614	5,5	7970	1194	1,1
Mauritania	19813	17830	9,5	7993	5435	6,1	10839	1625	1,2
Niger	6257	5630	11,4	4044	2749	5,8	5407	810	1,1
Nigeria	101	90	3	413	281	5,3	300	44	0,7
Rwanda	654	587	10,4	475	323	5,1	250	37	1,2
Senegal	2903	2612	10,8	1321	897	6,2	2284	342	1,2
Sierra Leone	1458	1311	11,2	435	295	7,1	3717	556	1,3
Somalia	5466	4918	11,9	27	18	7,4	159	23	1,9
South Africa	207	186	5,8	78	53	3,8	78	11	1,3
St Helena and dependencies	101	90	5	46	31	2,2			
Sudan	24688	22218	16,9	12997	8837	6,6	4804	720	1,8
Sao Tomé and Príncipe	891	801	10,8	779	530	5	1804	270	0,8
Togo	213	190	13,6	169	114	5,3	90	13	1,1
Uganda	690	620	8,1	314	213	5,7	274	40	1,5
Zaire	13403	12061	8,1	8267	5621	5,7	22112	3315	1,1
Total	209212	188241	11,5	90275	61367	6	176984	26512	1,2

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum} [\text{quantity} \times \text{refund}] / \text{sum} [\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

11. Annex: "Wheat and wheat flour" exports: detail per product

Wheat and wheat flour Export (1000 Euros) Products	2000			2001			2002		
	Eligible restrict	WTO	Refund %	Eligible restrict	WTO	Refund %	Eligible restrict	WTO	Refund %
11010015	204433	183949	11,7	90275	61367	6	176984	26512	1,2
Total	209212	188241	11,5	90275	61367	6	176984	26512	1,2

Sources: TARIC (DG Fiscalty and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

12. Annex: Description of the main "wheat and wheat flour" products and refund details

CN Code	Description of goods	Additional code	2001 Refund Eur/100kg	2002 Refund Eur/100kg
11010015	Wheat flour of common wheat and spelt			
	Of an ash content of 0 to 600 mg/100g	9100	1,37	0,41
	Of an ash content of 0 to 601 mg/900g	9130	1,28	0,38
	Of an ash content of 0 to 901 mg/1100g	9150	1,17	0,35
	Of an ash content of 0 to 1101 mg/1650g	9170	1,09	0,33
	Of an ash content of 0 to 1651 mg/1900g	9180	1,03	0,31

Sources: TARIC (DG Fiscalty and Customs Union)

13. Annex: EU-subsidized "poultry meat" products exported to Africa

Poultry meat Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible restrict	With WTO	Refund %	Eligible restrict	With WTO	Refund %	Eligible restrict	With WTO	Refund %
Angola	2654	1215	26,3	5156	2057	20,3	5858	1987	41
Benin	213	94	1,4	15140	6050	5,2	19563	6647	5,3
Cameroon	419	188	0,7	3240	1290	4,1	8304	2817	6
Cape Verde	67	28	0	715	282	4,6	1319	443	5,2
Central African Republic	123	53	0,8	68	25	0	120	39	0
Comoros (excluding Mayotte)				350	138	4,6	449	150	4,9
Congo (Republic of)	2	0	0	3428	1368	5	5165	1749	6,4
Equatorial Guinea				906	361	5,6	1126	380	5,8
Eritrea	147	64	0,7	97	37	0	86	27	0
Ethiopia	103	44	1	82	31	0	78	25	0
Gabon	171	75	0	2639	1049	4,7	3486	1177	5,6
Gambia	24	9	0	262	103	4,6	249	82	6
Ghana	698	318	0,4	3418	1363	4,2	6675	2263	5,6
Guinea	63	27	0	245	94	4,1	584	194	5,5
Guinea Bissau	15	6	0	33	12	3	34	10	5,9
Ivory Coast	780	353	0,1	883	347	1,7	1486	498	4,3
Kenya	427	193	0	390	151	0	341	110	0
Liberia				28	10	7,1	193	64	5,7
Mali	233	104	0,4	270	103	0,4	150	49	0
Mauritania	44	20	0	1598	637	5	4412	1495	5,7
Mauritius	361	163	0	413	161	0	429	143	0
Nigeria	1728	791	0,2	6947	2771	3,5	12970	4401	4,9
Rwanda	24	8	0	18	5	0	55	16	1,8
Senegal	223	98	0,4	2129	845	4,2	5601	1896	6,1
Seychelles and dependencies				85	33	2,4	219	74	3,2
Sierra Leone	6	2	0	654	260	5,2	564	186	5,1
South Africa	2232	1023	0	2810	1118	0,1	3022	1023	0,2
Sudan	254	114	0	141	54	0	181	59	0
Sao Tomé and Príncipe	17	6	0	36	11	2,8	228	74	5,3
Tanzania	238	105	0	221	86	0	167	52	0
Togo	75	31	0	435	169	4,6	587	192	6
Uganda	356	159	0,3	448	175	0,2	488	160	0,2
Zaire	127	57	0,8	237	91	4,6	383	127	5,2
Zambia	156	67	0,6	296	115	0	258	84	0
Zimbabwe	442	199	0	745	296	0	628	209	0
Total	12608	5688	5,7	54740	21758	5,5	85877	29030	7,5

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum} [\text{quantity} \cdot \text{refund}] / \text{sum} [\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

14. Annex: "Poultry meat" exports: detail per product

Poultry meat Export (1000 Euros) Products	2000			2001			2002		
	Eligible restrict	WTO restrict	Refund %	Eligible restrict	WTO restrict	Refund %	Eligible restrict	WTO restrict	Refund %
1051111	3018	1362	0,2	3224	1268	0,1	2665	885	0
1051119	3921	1780	0,1	5418	2144	0,1	5333	1791	0
1051191	1818	812	0,4	1856	715	0,4	1940	635	0,3
1051199	1089	472	0,4	962	362	0,7	1125	356	0,4
2071210	324	148	27,2	535	213	26,9	658	223	54,7
2071290	2241	1029	27,3	4164	1664	21,3	4708	1600	42,8
2071420				26960	10774	5,2	51743	17570	5,9
2071460				7254	2890	5,2	8712	2942	5,6
2071470				4221	1678	5,1	8770	2959	5,8
Total	12608	5688	5,7	54740	21758	5,5	85877	29030	7,5

Sources: TARIC (DG Fiscalty and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

15. Annex: EU-subsidized "coarse grains" products exported to Africa

Coarse grains Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible restrict	WTO With	Refund %	Eligible restrict	WTO With	Refund %	Eligible restrict	WTO With	Refund %
Angola	8830	7677	22,8	17060	6819	16,5	16555	5458	10,9
Benin	790	681	12	167	66	3	10	1	0
Burkina Faso	832	723	11,5	32	12	3,1	570	187	9,8
Burundi	360	313	12,8				1	0	0
Cameroon	6748	5866	15,3	3042	1213	13,6	3051	1002	12,3
Cape Verde	109	90	10,1	61	19	6,6	311	98	11,9
Central African Republic	308	267	16,9	117	45	23,9	257	83	8,6
Chad	1072	932	3,4	910	363	2	58	18	6,9
Congo (Republic of)	2161	1876	12,7	1522	607	18,2	1523	500	10,8
Eritrea	997	867	3,6	1	0	0	3	1	0
Ethiopia	633	549	10,6	14	5	7,1	1	0	0
Gabon	1822	1582	18,7	1275	508	13,8	1884	621	6,1
Gambia	36	29	11,1	21	7	4,8	248	78	13,7
Ghana	2205	1914	11,6	790	311	7,1	12	2	0
Guinea	1306	1133	28	2130	850	21,7	2262	744	9,7
Ivory Coast	2962	2570	15,7	2226	886	10,6	2472	811	5,1
Kenya	619	536	20,7	383	151	11	75	23	14,7
Liberia	191	165	7,3	888	353	14,9	803	265	8,8
Madagascar	759	659	6,3				6	1	0
Mali	184	157	19,6	170	66	14,1	135	42	8,9
Mauritius	273	236	7,3	44	16	2,3			
Mozambique	1143	991	10	24	9	25	0	0	
Namibia	1758	1526	10,1	26	8	11,5	22	6	9,1
Niger	153	131	15	38	15	5,3	48	15	6,3
Nigeria	2481	2150	15,7	1912	758	8,6	1075	349	4,4
Rwanda	740	643	14,7	207	82	16,9	194	62	8,2
Senegal	674	580	21,2	495	194	15,4	435	139	10,6
Seychelles and dependencies	291	252	7,2	50	18	2	1	0	0
Sierra Leone	1074	933	19,9	3322	1325	19,5	4341	1429	11,4
South Africa	9502	8256	11	1803	711	11	684	220	10,1
Sudan	153	131	18,3	97	36	13,4	74	22	9,5
Sao Tomé and Príncipe	172	147	20,9	111	42	10,8	152	49	10,5
Tanzania	757	656	8,5	29	10	10,3	10	2	20
Togo	434	377	12,9	53	20	1,9			
Uganda	3426	2980	6,5						
Zaire	3086	2682	11,3	18	5	5,6	28	9	0
Total	59177	51369	14,2	39093	15546	15	37347	12249	10,1

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum}[\text{quantity} \times \text{refund}] / \text{sum}[\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

16. Annex: EU-subsidized "rice" products exported to Africa

Rice Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible restrict	WTO With	Refund %	Eligible restrict	WTO With	Refund %	Eligible restrict	WTO With	Refund %
Angola	592	418	42,9	103	69	3,1	63	30	23,8
Burkina Faso							1462	804	37
Burundi	1	0					219	120	28,8
Cape Verde	2	0		12	8	25	1206	663	31,6
Congo (Republic of)	917	650	31,1						
Djibouti				855	606	68,2	8	4	12,5
Equatorial Guinea	219	155	37						
Gambia	372	264	56,2						
Ghana	2	1					137	75	48,9
Kenya	143	101	42,7	3	1	33,3	4	1	
Madagascar				1779	1262	41	3	1	33,3
Malawi							1121	616	35,3
Mauritania				1442	1023	66,7	682	375	45,3
Mozambique	1361	965	23,4	890	630	25,3	1803	991	43,2
Rwanda	324	230	5,6	16	11	31,3			
Senegal	828	587	42,8	809	574	75,6			
Sierra Leone	390	277	45,1				1026	562	33,6
Somalia	333	235	42,3						
South Africa	56	39	14,3	91	62	19,8	81	42	18,5
Sudan	1537	1090	22,2				79	43	51,9
Tanzania	651	462	43,9						
Uganda	1270	901	3,6						
Zaire				794	563	25,3	1548	851	51,6
Total	9041	6398	34	6835	4831	49,5	9484	5197	39,6

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum} [\text{quantity} \cdot \text{refund}] / \text{sum} [\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

17. Annex: EU-subsidized "butter and butteroil" products exported to Africa

Butter and butteroil Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible	With WTO restrict	Refund %	Eligible	With WTO restrict	Refund %	Eligible	With WTO restrict	Refund %
Angola	589	586	72,8	1042	954	70,4	785	671	86
Benin	525	524	93,5	605	554	67,4	629	538	83
Burkina Faso	112	111	119,6	176	161	77,3	236	201	70,8
Cameroon	741	737	79,1	862	791	70,2	898	770	79,5
Cape Verde	186	185	52,7	197	180	46,7	341	290	50,7
Congo (Republic of)	481	480	83,2	480	441	73,8	675	579	80,9
Djibouti	321	318	86,6	248	227	69,4	373	320	75,3
Equatorial Guinea	80	78	41,3	44	40	63,6	39	32	84,6
Eritrea	37	37	64,9	25	23	64	33	26	57,6
Gabon	1416	1413	85	1497	1376	73,9	2037	1749	72,1
Gambia	132	130	81,1	247	226	67,6	132	112	70,5
Ghana	405	402	85,9	433	395	65,8	488	418	95,9
Guinea	223	222	81,6	232	212	66,8	212	180	69,8
Ivory Coast	910	908	82,2	1034	946	74	1014	869	82,7
Kenya	511	507	47,4	310	281	54,5	261	220	57,1
Liberia	95	93	42,1	62	57	40,3	45	38	48,9
Madagascar	122	118	98,4	90	80	74,4	117	99	118,8
Mali	376	375	68,9	380	349	70,8	542	465	68,1
Mauritania	1656	1656	86,1	1854	1704	76,1	2299	1976	90,7
Mauritius	517	514	66,2	413	377	65,4	439	374	67,7
Mozambique	12	12	66,7	25	21	76	15	12	100
Namibia	245	243	86,5	248	226	72,2	102	86	105,9
Niger	47	46	91,5	91	82	68,1	78	67	76,9
Nigeria	2402	2400	107,4	4553	4188	89,4	3358	2886	116,6
Senegal	1262	1259	88,7	1429	1312	74	1598	1371	82
Seychelles and dependencies	277	275	65,7	306	279	64,7	273	232	66,3
Sierra Leone	118	117	68,6	408	375	28,9	237	202	65
South Africa	4330	4328	94,3	1486	1364	91,8	711	610	104,8
Sudan	423	421	106,6	179	164	92,7	339	289	123,6
Tanzania	92	90	70,7	48	42	64,6	4	2	50
Togo	72	71	66,7	88	80	70,5	129	109	85,3
Zaire	369	368	92,1	412	378	76	557	477	90,7
Total	19168	19096	87,4	19670	18028	76,2	19217	16451	87,9

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum} [\text{quantity} \times \text{refund}] / \text{sum} [\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

18. Annex: EU-subsidized "skimmed milk powder" products exported to Africa

Skimmed milk powder Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible	With WTO restrict	Refund %	Eligible	With WTO restrict	Refund %	Eligible	With WTO restrict	Refund %
Angola	389	367	30,1	838	357	3,9	341	195	48,4
Benin	179	168	41,9	48	19	4,2	281	162	33,8
Cameroon	702	665	29,6	999	428	3,5	595	343	39
Cape Verde	12	9	12,5	118	49	3,4	58	29	79,3
Djibouti	199	188	22,6	10	2	0	18	9	22,2
Eritrea	1466	1391	15,7	1	0	0	25	14	56
Ethiopia	101	95	47,5				46	26	41,3
Gabon	382	360	29,6	246	103	3,7	25	13	36
Gambia	120	113	12,5				3	1	33,3
Ghana	6846	6502	30,1	2079	891	3,4	3573	2070	43,6
Ivory Coast	944	894	31,1	1144	490	3,8	903	522	36,5
Kenya	404	382	21,3	87	36	4,6	80	45	22,5
Madagascar	1178	1118	32,6	110	45	4,5	95	54	76,8
Malawi	150	141	12				39	22	56,4
Mali	412	390	12,9	165	70	2,4	107	60	27,1
Mauritania	2	2	0	122	52	4,1	628	363	36,9
Mauritius	566	537	30,9	152	65	2,6	179	103	31,3
Mozambique	545	516	36,7	182	77	3,8	10	5	20
Niger	257	244	46,3	212	90	3,8	121	70	37,2
Nigeria	18368	17448	25,1	24003	10318	3,2	19310	11199	32,5
Rwanda	352	334	41,8	118	50	3,4	112	63	34,8
Senegal	1101	1044	29,9	410	174	3,4	390	224	32,3
South Africa	8755	8316	31,2	1898	814	4,5	3914	2268	51,6
Sudan	818	777	20,8	426	182	3,3	701	406	43,9
Tanzania	159	150	42,8	3	1	0	34	18	44,1
Togo	367	348	38,4				20	11	0
Zaire	5	4	0	47	20	4,3	115	65	45,2
Zambia	233	220	29,2				1	0	0
Total	45110	42809	27,8	33524	14372	3,4	31896	18448	37,1

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum} [\text{quantity} \times \text{refund}] / \text{sum} [\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

19. Annex: EU-subsidized "cheese" products exported to Africa

Cheese Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible restrict	WTO	Refund %	Eligible restrict	WTO	Refund %	Eligible restrict	WTO	Refund %
Angola	1720	1415	25,2	2787	2104	22,8	2898	1867	25,8
Benin	358	286	25,7	478	352	23,4	501	317	20,8
Burkina Faso	86	65	33,7	196	142	20,9	235	141	23
Cameroon	629	511	25,3	803	597	21,9	832	528	22,5
Cape Verde	487	398	32,9	639	479	26,3	795	509	28,4
Chad	10	6	20	39	29	10,3	179	112	32,4
Congo (Republic of)	366	290	27	403	294	22,3	494	304	25,5
Djibouti	279	221	22,9	212	151	17	421	262	19,2
Equatorial Guinea	243	192	10,3	108	73	22,2	107	59	21,5
Ethiopia	65	44	23,1	146	95	11,6	164	95	9,8
Gabon	783	640	32,3	819	610	23,3	1044	665	21,6
Gambia	137	104	29,9	247	176	23,1	240	143	31,3
Ghana	365	292	20,8	435	320	16,6	415	261	19,5
Guinea	185	144	20	182	129	21,4	262	162	13
Ivory Coast	1203	983	24,4	1207	904	20,6	1389	890	19
Kenya	173	133	17,3	343	249	13,4	244	147	10,7
Liberia	912	752	30,8	364	270	33,5	83	47	12
Madagascar	306	245	16	260	187	10,4	179	108	14,5
Mali	111	81	26,1	151	108	23,8	155	87	20,6
Mauritania	89	68	18	136	94	17,6	92	54	28,3
Mauritius	1829	1506	14,1	2611	1972	10,3	2395	1542	11,8
Mozambique	110	84	32,7	83	57	19,3	51	30	9,8
Namibia	346	274	35	468	343	16,7	161	91	31,1
Niger	74	55	16,2	70	46	18,6	69	40	17,4
Nigeria	860	691	23,7	1058	784	17,5	1031	650	24,3
Senegal	1685	1385	29	1940	1464	25	2199	1416	26,2
Seychelles and dependencies	684	560	29,1	588	440	28,6	400	255	33,8
Sierra Leone	128	96	18,8	260	185	18,1	324	196	15,4
South Africa	4850	3999	22,3	5077	3834	18,3	5327	3435	22,3
St Helena and dependencies	77	64	37,7	34	25	32,4	42	26	35,7
Sudan	8	6	12,5	10	6	10	187	117	9,6
Togo	54	38	20,4	108	74	21,3	76	43	26,3
Uganda	10	6	10	2	0	0	388	249	19,3
Zaire	43	33	23,3	403	297	16,6	1077	690	30
Total	19389	15753	24,2	22911	17046	19,7	24610	15614	22,2

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum} [\text{quantity} \times \text{refund}] / \text{sum} [\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

20. Annex: EU-subsidized "beef meat" products exported to Africa

Beef meat Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible restrict	WTO With	Refund %	Eligible restrict	WTO With	Refund %	Eligible restrict	WTO With	Refund %
Angola	8621	7234	16,8	5501	4341	24,1	2952	2412	33,1
Benin	63	50	28,6	104	80	40,4	2	1	0
Burkina Faso	130	108	37,7	255	198	50,2	210	171	44,3
Burundi	3	2	0	596	470	27,3	20	16	50
Cameroon	67	55	37,3	10	7	10	21	17	42,9
Cape Verde	187	153	12,8	35	25	20	29	21	17,2
Comoros (excluding Mayotte)	1359	1137	25,2	2086	1640	51	367	298	40,1
Congo (Republic of)	612	510	39,4	881	692	49,1	2240	1834	50,3
Djibouti	259	213	20,5	26	18	11,5	91	73	11
Equatorial Guinea	181	148	55,2	79	61	30,4	142	112	39,4
Eritrea	38	31	36,8	23	18	21,7	7	4	14,3
Gabon	2523	2108	27,5	858	671	47,6	1984	1618	47,6
Gambia	281	234	24,9	407	321	32,7	282	228	29,4
Ghana	1738	1455	32,7	1030	810	49	1666	1363	47,5
Guinea	650	542	31,5	944	743	45,2	689	561	47,2
Ivory Coast	442	363	19,5	344	264	25,3	2014	1644	49,2
Liberia	2182	1831	8,9	732	577	13,5	425	346	44,2
Malawi				89	70	14,6	94	76	16
Mali	120	98	23,3	54	42	37	35	28	54,3
Mauritius	585	483	20,7	16	12	56,3	35	27	48,6
Nigeria	1164	972	34,4	1645	1292	43,6	955	775	43,5
Rwanda	330	277	13	1	1	0	9	6	0
Senegal	68	54	16,2	41	31	12,2	277	226	11,6
Seychelles and dependencies	836	699	23,6	123	95	55,3	226	183	31,9
Sierra Leone	396	329	9,8	321	247	27,1	853	696	32,1
South Africa	5488	4605	28,5	363	284	44,4	33	25	6,1
Sao Tomé and Príncipe	17	13	5,9	10	7	30	12	9	33,3
Togo	48	38	25	146	115	54,8	112	91	53,6
Zaire	3093	2595	41,5	1918	1514	61,4	5180	4244	56,4
Zambia				41	32	70,7	157	127	19,7
Zimbabwe	328	275	40,5	24	18	62,5			
Total	31892	26677	25	18783	14756	38,8	21304	17378	45,4

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum} [\text{quantity} \times \text{refund}] / \text{sum} [\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

21. Annex: EU-subsidized "pig meat" products exported to Africa

Pigmeat Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible restrict	WTO With	Refund %	Eligible restrict	WTO With	Refund %	Eligible restrict	WTO With	Refund %
Angola	15386	9678	16,3	20269	2828	12	21084	1679	10,4
Benin	292	178	12	430	55	8,8	493	32	8,9
Cameroon	1103	686	14,2	715	94	7,7	1222	95	7
Cape Verde	1509	936	13,1	1663	225	9,8	1511	113	9,2
Congo (Republic of)	2501	1565	16,6	2066	284	9,5	2212	170	9,4
Djibouti	396	242	6,6	266	32	5,3	329	20	4,3
Equatorial Guinea	761	467	16	493	61	5,9	575	40	6,6
Ethiopia	88	49	6,8	116	12	3,4	83	3	3,6
Gabon	3605	2259	17,3	2677	369	9	2403	186	8,4
Gambia	54	29	11,1	36	2	5,6	397	29	7,6
Ghana	202	120	10,4	178	21	7,3	202	12	8,4
Guinea	64	35	7,8	272	33	5,5	511	35	6,8
Guinea Bissau	26	14	11,5	21	1	9,5	18	0	5,6
Ivory Coast	934	578	12,1	848	115	4,7	531	39	4,1
Kenya	274	165	16,4	89	9	2,2	81	2	3,7
Liberia	860	535	11,5	364	46	12,4	704	53	12,4
Madagascar	448	273	11,8	117	10	8,5	165	7	6,1
Malawi	36	22	13,9	4	0	0	11	0	0
Mali	37	18	8,1	35	3	5,7	40	1	2,5
Mauritius	1611	1006	11,7	1248	168	9,5	1595	121	8,4
Mozambique	380	233	14,2	530	69	10,2	135	8	8,9
Namibia	17	9	11,8	8	1	12,5	101	6	10,9
Niger	34	19	5,9	50	3	4	25	0	4
Nigeria	351	210	8,3	318	38	6	295	18	6,4
Senegal	416	254	8,9	372	45	5,9	424	28	4,2
Seychelles and dependencies	854	535	12,6	3	0	0	37	2	5,4
Sierra Leone	95	56	11,6	114	11	7	219	13	6,4
Somalia	15	8	6,7	63	8	11,1	26	1	11,5
South Africa	4576	2870	16,5	792	106	6,9	672	49	5,8
St Helena and dependencies	111	66	9	94	11	8,5	73	2	6,8
Sao Tomé and Principe	337	209	13,1	416	55	10,3	578	43	9,3
Tanzania	21	10	4,8	13	1	0	4	0	0
Togo	367	226	12	384	49	9,9	342	23	8,8
Zaire	544	333	18,8	661	90	10,3	514	38	12,1
Total	38538	24016	15,2	35926	4870	10,5	37819	2872	9,4

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum} [\text{quantity} \times \text{refund}] / \text{sum} [\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

22. Annex: EU-subsidized "eggs " exported to Africa

Eggs Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible restrict	WTO With	Refund %	Eligible restrict	WTO With	Refund %	Eligible restrict	WTO With	Refund %
Angola	5348	4276	5,8	6526	4891	4,5	4445	3153	4,6
Benin	1	0	0	3	1	0	106	74	5,7
Cameroon	74	58	9,5	40	29	5	57	39	3,5
Cape Verde	271	215	7,4	238	175	5,5	170	118	4,1
Central African Republic	1	1	0	5	3	0	19	13	5,3
Congo (Republic of)	1219	974	4,8	1621	1215	4,6	1741	1234	4,4
Djibouti	186	147	6,5	230	171	3,9	260	183	3,8
Equatorial Guinea	421	336	5,7	519	389	4,2	511	362	4,5
Gambia	1583	1265	5,8	1513	1133	4,5	1766	1253	4,5
Ghana	459	366	5,9	199	148	4	220	154	3,6
Guinea	45	34	6,7	32	23	3,1	32	22	3,1
Guinea Bissau	500	399	10,8	375	279	6,7	574	406	6,1
Ivory Coast	314	250	9,6	217	161	7,8	190	133	3,7
Kenya	139	111	5,8	3	2	0	8	5	0
Liberia	1545	1233	6,5	1376	1030	4,9	442	312	4,8
Madagascar	66	50	4,5	15	9	0	51	35	2
Mauritania	483	386	5,2	1090	817	4,5	1147	813	4,5
Nigeria	501	398	7,2	1010	752	4,9	742	522	4,9
Senegal	665	530	5,7	630	468	4,3	930	657	4,6
Seychelles and dependencies	234	186	5,1	237	177	5,1	321	227	2,8
Sierra Leone	1830	1462	5,3	2490	1867	4,3	1796	1274	4,3
Sudan	212	169	7,1	372	278	3,5			
Tanzania	58	44	6,9	6	4	0	14	9	7,1
Togo	183	146	5,5	108	80	4,6	45	31	4,4
Zaire	45	35	6,7	402	300	4,7	1514	1073	4,8
Total	16446	13115	6	19414	14512	4,6	17233	12188	4,5

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum} [\text{quantity} \times \text{refund}] / \text{sum} [\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

23. Annex: EU-subsidized "wine" exported to Africa

Wine Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible restrict	WTO With	Refund %	Eligible restrict	WTO With	Refund %	Eligible restrict	WTO With	Refund %
Angola	12212	5853	24,4	18070	8300	20,8	18457	8481	16,5
Benin	1286	613	21,7	1475	677	20,9	1399	639	13,5
Burkina Faso	629	299	20,2	797	363	22,6	1664	762	19,2
Cameroon	5483	2626	17,9	6530	2995	19,3	6427	2947	18,2
Cape Verde	937	447	18,1	1259	574	17,2	1511	688	14,1
Central African Republic	200	93	16,5	274	124	19,7	172	76	15,7
Chad	108	50	13	97	43	14,4	118	52	9,3
Congo (Republic of)	1181	562	21,9	1531	698	22,1	1604	731	11,7
Djibouti	79	35	8,9	145	65	9	132	58	6,1
Equatorial Guinea	3014	1442	25	4759	2182	26,2	5289	2430	19
Ethiopia	116	54	6	108	48	5,6	188	83	3,2
Gabon	3535	1692	23,8	4314	1978	24,2	3563	1634	17,7
Gambia	114	53	11,4	134	59	4,5	143	63	9,1
Ghana	1203	572	21,9	1472	669	24,5	2147	982	15,8
Guinea	482	226	20,3	503	227	16,7	809	368	16,4
Guinea Bissau	1987	950	17,9	1462	669	20,7	1787	815	17,4
Ivory Coast	7127	3413	27,9	8473	3893	30,2	9293	4269	23,2
Kenya	652	306	7,2	795	359	7,4	895	405	6,7
Liberia	90	41	4,4	54	22	3,7	48	20	4,2
Madagascar	103	46	9,7	61	26	8,2	29	10	6,9
Mali	61	27	8,2	296	132	24,7	695	317	20,1
Mauritius	944	448	7,9	666	301	6,8	681	306	3,5
Mozambique	3495	1673	13,5	1319	601	19,6	1015	464	17,7
Namibia	735	350	24,6	183	83	29	35	14	2,9
Niger	155	72	21,9	232	106	25,9	217	98	18
Nigeria	2092	998	16,1	2812	1288	18,4	2024	928	9,6
Senegal	2118	1012	25,6	2760	1265	27,6	3406	1561	21,2
Seychelles and dependencies	133	61	2,3	53	23	1,9	140	62	1,4
Sierra Leone	81	37	6,2	68	29	11,8	107	47	13,1
Swaziland	131	59	10,7	722	329	14,3	464	210	11,4
Sao Tomé and Principe	1232	588	17,6	1341	613	19,2	1445	662	17
Tanzania	355	164	3,1	58	23	8,6	95	39	6,3
Togo	967	460	21	1831	839	22,9	1865	855	16,5
Uganda	83	37	4,8	30	13	6,7	48	20	4,2
Zaire	294	134	30,3	180	79	5	93	37	5,4
Total	53719	25621	21,3	65142	29811	22,1	68363	31279	17,3

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum} [\text{quantity} \times \text{refund}] / \text{sum} [\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

24. Annex: EU-subsidized 'fruit and vegetables, fresh " exported to Africa

Fruit and vegetables, fresh Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible	With WTO restrict	Refund %	Eligible	With WTO restrict	Refund %	Eligible	With WTO restrict	Refund %
Angola	337	134	2,7	446	136	1,8	531	158	1,5
Benin	4183	1795	6	5010	1650	3,6	3841	1227	2,3
Cameroon	156	65	7,1	210	65	3,8	290	87	2,1
Cape Verde	893	373	9	799	252	4,1	958	292	3,1
Congo (Republic of)	77	28	9,1	182	52	3,8	199	57	2,5
Djibouti	204	81	3,9	108	30	2,8	135	37	1,5
Equatorial Guinea	94	33	5,3	93	25	3,2	54	11	1,9
Ethiopia	46	19	2,2	58	17	1,7	6	1	0
Gabon	190	76	7,4	257	78	4,7	248	73	2,4
Ghana	25	8	4	18	4	5,6	31	8	3,2
Guinea	264	111	4,2	283	89	3,5	297	93	2
Ivory Coast	1100	465	7,2	1153	373	3,6	1100	347	2
Kenya	85	31	3,5	37	8	5,4	15	2	0
Liberia	108	37	2,8	75	20	1,3	37	7	0
Madagascar	37	12	5,4	64	20	3,1	63	18	1,6
Mauritania	836	351	8,4	1121	364	6,1	1035	321	4,2
Mauritius	766	321	2,1	987	320	1,4	555	172	1,3
Nigeria	26	8	3,8	140	37	1,4	143	37	0,7
Senegal	1207	510	6,6	1321	429	4,2	1353	424	2,4
Sierra Leone	495	202	5,7	1679	547	7,6	1787	562	1,8
South Africa	309	130	2,3	214	67	1,4	563	173	1,6
Togo	124	49	6,5	181	56	2,8	281	86	2,1
Total	11756	4898	6	14758	4719	4,2	13644	4219	2,3

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum} [\text{quantity} \times \text{refund}] / \text{sum} [\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

25. Annex: EU-subsidized 'fruit and vegetables, processed " exported to Africa

Fruit and vegetables, processed Export (1000 Euros) African Countries	2000			2001			2002		
	Eligible	With restrict	WTO Refund %	Eligible	With restrict	WTO Refund %	Eligible	With restrict	WTO Refund %
Angola	414	120	6,8	1123	253	8	1249	240	5,8
Benin	39	11	7,7	49	9	4,1	35	4	2,9
Cameroon	42	10	4,8	82	16	3,7	1632	323	11,1
Cape Verde	102	28	5,9	147	27	5,4	201	35	4
Chad	119	36	2,5	42	9	2,4	69	12	4,3
Comoros (excluding Mayotte)	22	6	13,6	10	2	10	34	5	5,9
Congo (Republic of)	494	151	4,3	623	141	4,3	507	100	3,4
Djibouti	54	14	5,6	66	13	4,5	29	4	3,4
Equatorial Guinea	101	28	8,9	206	45	6,8	239	44	5
Gabon	1492	458	6,1	1188	271	6,8	1151	227	6,8
Gambia	204	61	4,9	95	20	5,3	37	4	2,7
Ghana	104	29	4,8	116	25	6,9	50	7	2
Guinea	106	31	6,6	8	0	0	51	8	5,9
Ivory Coast	229	69	5,7	363	80	5	202	36	4,5
Kenya	83	22	8,4	86	18	9,3	71	12	8,5
Liberia	23	6	4,3	15	2	0	63	12	7,9
Madagascar	32	7	3,1	82	16	4,9	68	10	4,4
Mauritania	66	19	10,6	43	9	9,3	78	14	7,7
Mauritius	594	180	10,3	559	123	10,2	822	160	7,9
Mozambique	22	4	4,5	46	9	6,5	17	1	5,9
Namibia	25	6	12	31	7	9,7	8	1	12,5
Nigeria	725	222	2,5	978	222	3,3	684	132	2,6
Senegal	195	57	5,6	155	30	4,5	216	38	5,1
Seychelles and dependencies	86	25	9,3	91	19	7,7	117	20	6,8
Sierra Leone	53	14	5,7	77	14	5,2	66	11	4,5
South Africa	3084	951	7,8	3806	869	6,8	4677	929	5,8
Swaziland	19	5	5,3	255	58	5,9			
Togo	102	30	5,9	44	8	4,5	19	3	5,3
Zaire	154	46	4,5	150	32	6,7	341	66	4,4
Total	8928	2677	6,6	10770	2386	6,4	12940	2483	6,3

The *ad valorem* equivalent of export refunds is estimated by: $\text{sum} [\text{quantity} \times \text{refund}] / \text{sum} [\text{values}]$. The value of the *ad valorem* equivalent is of less significance (and even of very little significance) when there are very few exports (the elementary quantity being one ton). The ceiling placed on eligible exports by the EU's commitments to the WTO is estimated in the same proportions as those globally affecting the various European exports as a whole.

Sources: TARIC (DG-Fiscality and Customs Union), Eurostat (COMEXT)

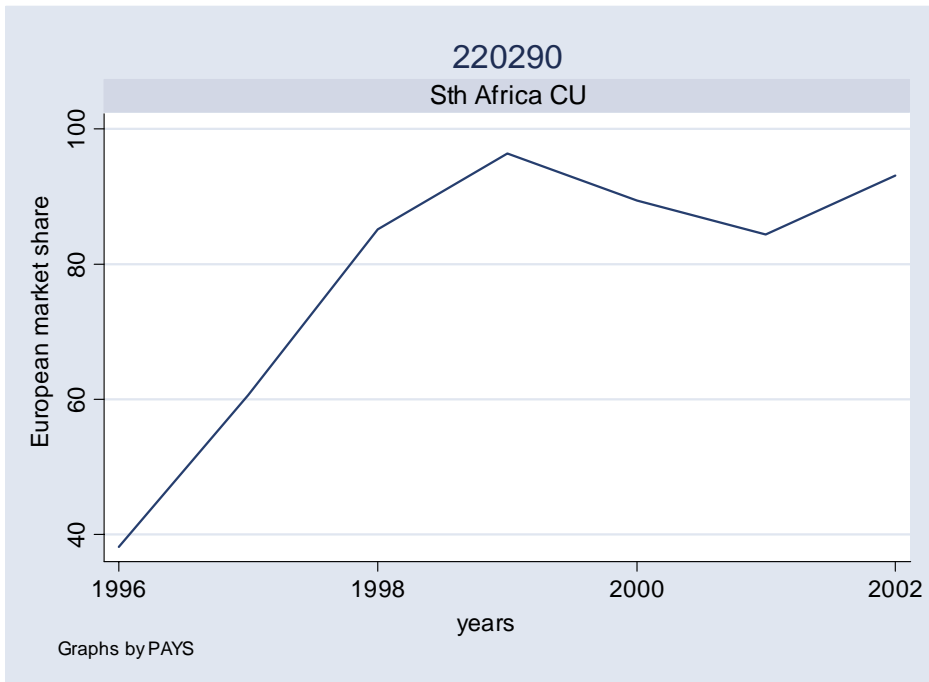
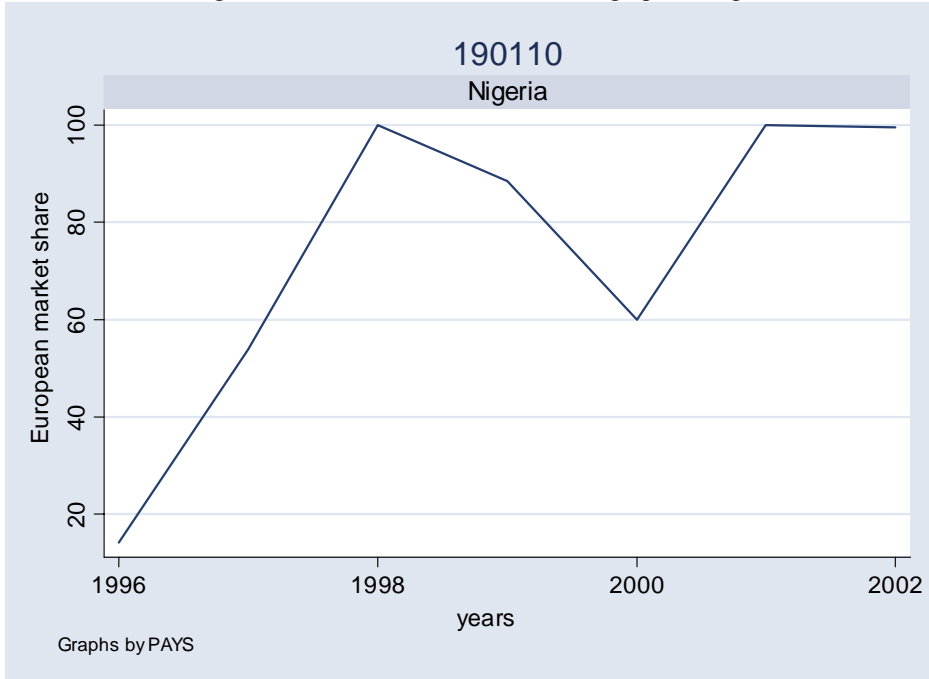
26. Annex: Imports of the main European products subsidized in 2002

Products hs6	Product description	African imports value (10³ \$)	Share of African imports from world	African imports value from Europe (10³ \$)	Share of African imports from Europe	European market share
		[1]	[1]/[4] %	[2]	[2]/[4] %	[1]/[2] %
40221	Milk and cream, in powder, of a fat content by weight exceeding 11%	310676	2.9	227865	2.1	73
40291	Milk and cream, in powder, of a fat content by weight exceeding 11% but not exceeding 27%	70974	0.7	67625	0.6	95
110100	White sugar (Candy sugar)	275295	2.6	169409	1.6	62
170199	Preparations for infant use	550608	5.2	116984	1.1	21
190110	Preparations for infant use (with milk)	57930	0.5	51337	0.5	89
190190	Water, Containing sugar (sucrose or invert sugar)	150839	1.4	119095	1.1	79
220290	Wheat and wheat flour	45049	0.4	33430	0.3	74
Product total		1461370		785746		69

Total African imports (10³ \$) [4]	10605324	Share of this product in African total exports	13,78	Share of this product in African exports from Europe	7,41
--	----------	---	-------	---	------

Source: CEPII data taken from the COMTRADE database

27. Annex: Nigeria and South Africa Market share graph of imports of EU “incorporated products”.



28. Annex: Import specialization of the African countries (main European-subsidized products)

The formula for import specialization using the Balassa indicator: $Bal_i^j = \frac{(M_i^j / \sum_i M_i^j)}{(\sum_j M_i^j / \sum_i \sum_j M_i^j)}$

If this indicator is superior to 1, the country shows a structural demand for the product in question. The higher the indicator, the greater the country's demand to import this product will be. Inversely, if this indicator is inferior to 1, there is no demand in the country in question for this kind of product.

OTHER MILK PRODUCTS

		COUNTRY			
Products, years		Angola	Ivory Coast	Nigeria	Senegal
40221					
	1996	1.3	1.9	1.2	2.4
	1997	1.4	1.7	1.2	2.7
	1998	0.9	2.0	1.4	2.4
	1999	0.9	1.8	1.4	2.1
	2000	0.8	1.6	1.6	2.7
	2001	0.9	1.1	1.5	2.1
	2002	0.9	1.0	2.0	1.6
40291					
	1996	0.0	3.8	1.9	0.0
	1997	0.0	3.8	1.5	0.2
	1998	0.0	4.1	1.8	0.0
	1999	0.1	4.2	1.1	0.0
	2000	0.0	3.1	1.9	0.0
	2001	0.0	3.0	2.8	0.0
	2002	0.0	2.8	3.8	0.0

SUGAR

		PAYS							
Products, years		Cameroon	Ivory Coast	Ghana	Guinea	Mauritania	Nigeria	Senegal	Sth Africa
170199									
	1996	1.1	0.6	2.2	1.3	3.1	2.5	1.5	0.0
	1997	0.8	0.4	1.9	1.8	2.7	2.8	1.5	0.0
	1998	1.4	0.4	3.0	1.3	2.2	3.4	0.4	0.1
	1999	1.3	0.7	2.0	1.6	4.0	1.4	0.7	0.0
	2000	0.9	0.4	2.0	1.7	4.1	2.3	0.2	0.0
	2001	0.6	0.8	1.5	1.4	3.4	2.2	0.6	0.0
	2002	0.8	0.9	2.3	2.0	2.8	2.3	0.4	0.1

INCORPORATED PRODUCTS

		PAYS				
Products, years		Angola	Cameroon	Ivory Coast	Nigeria	Sth Africa
190110						
	1996	0.5	4.7	0.8	2.4	0.1
	1997	0.4	3.8	1.0	1.7	0.0
	1998	0.6	4.3	1.1	2.1	0.1
	1999	0.6	5.1	1.1	1.7	0.1
	2000	0.6	4.7	1.1	1.9	0.1
	2001	0.5	4.1	0.9	1.0	1.2
	2002	0.7	3.9	1.0	1.8	0.4
190190						
	1996	0.2	0.9	0.1	2.3	0.4
	1997	0.6	0.4	0.2	2.6	0.3
	1998	0.4	0.8	0.7	3.3	0.3
	1999	0.6	0.7	1.0	1.8	0.5
	2000	0.5	0.9	1.8	1.2	0.2
	2001	0.4	1.5	1.7	1.5	0.2
	2002	0.5	0.5	1.0	1.7	0.2

INCORPORATED PRODUCTS (next)

		PAYS				
Products, years		Angola	Cameroon	Ivorv Coast	Nigeria	Sth Africa
220290						
	1996	4.5	0.3	0.6	0.3	0.2
	1997	6.7	0.2	0.6	0.3	0.3
	1998	5.9	0.2	0.2	0.7	1.2
	1999	3.8	0.4	0.1	0.4	2.3
	2000	7.8	0.2	0.1	0.4	1.0
	2001	5.6	0.2	0.1	0.7	0.8
	2002	3.4	0.2	0.3	0.8	0.7

List: WHEAT AND WHEAT FLOUR

		COUNTRY				
Products, years		Angola	Congo (DROC)	Congo (ROC)	Mauritania	Sudan
110100						
	1996	2.1	4.3	3.3	4.3	4.8
	1997	2.6	4.2	3.6	3.0	6.0
	1998	2.4	3.7	3.2	2.7	6.1
	1999	3.1	6.8	3.2	2.5	3.9
	2000	2.9	4.6	3.0	4.5	3.0
	2001	2.2	7.0	2.5	2.5	2.4
	2002	2.7	5.4	2.6	1.9	1.4

Source: CEPII data taken from the COMTRADE database

29. Annex: Schedule CXL – European Communities

SCHEDULE CXL: EUROPEAN COMMUNITIES

This Schedule is authentic only
in the English language

PART IV - AGRICULTURAL PRODUCTS: COMMITMENTS

LIMITING SUBSIDIZATION

(Article 3 of the Agreement on Agriculture)

SECTION II: Export Subsidies:

Budgetary Outlay and Quantity

Reduction Commitments

Schedule CXL: European Communities

This Schedule is authentic only in the English language

PART IV: AGRICULTURAL PRODUCTS: COMMITMENTS LIMITING SUBSIDIZATION

(Article 3 of the Agreement on Agriculture)

SECTION II: Export Subsidies: Budgetary Outlay and Quantity Reduction Commitments

Description of products and tariff item numbers at HS six digit level (*)	Base outlay level Mio €	Calendar/ other year applied (*)	Annual and final outlay commitment levels 1995-2000						Base Quantity 000 t	Calendar/ other year applied (*)	Annual and final quantity commitment levels 1995-2000						Relevant Supporting Tables and document reference	
			1995-2000								1995-2000							
			1995	1996	1997	1998	1999	2000			1995	1996	1997	1998	1999	2000		
Wheat and wheat flour	2.015,1		2.309,0	2.105,0	1.901,4	1.697,3	1.493,2	1.289,7	18.276,0			20.408,1	19.212,7	18.020,7	16.825,4	15.630,0	14.438,0	
Coarse grains	1.635,8		1.605,7	1.493,9	1.382,2	1.270,4	1.158,6	1.046,9	13.725,6			13.690,2	13.120,6	12.551,5	11.981,9	11.412,3	10.843,2	
Rice	57,5		54,6	51,1	47,5	43,9	40,4	36,8	168,9			163,0	157,1	151,2	145,3	139,3	133,4	
Rapeseed	43,3		40,7	38,1	35,5	32,9	30,3	27,7	131,4			126,8	122,2	117,6	113,0	108,4	103,8	
Olive oil	84,9		79,8	74,7	69,6	64,5	59,4	54,3	145,6			140,5	135,4	130,3	125,2	120,1	115,0	
Sugar (1)	779,9		733,1	686,3	639,5	592,7	545,9	499,1	1.612,0			1.555,6	1.499,2	1.442,7	1.386,3	1.329,9	1.273,5	
Butter and butteroil	1.481,0		1.392,1	1.303,3	1.214,4	1.125,6	1.036,7	947,8	505,5			487,8	470,1	452,4	434,7	417,0	399,3	
Skimmed milk powder	430,9		406,2	380,1	354,0	328,0	301,9	275,8	344,9			335,0	322,5	310,0	297,5	285,0	272,5	
Cheese	533,9		594,1	543,6	493,1	442,6	392,1	341,7	406,7			426,5	405,4	384,4	363,3	342,3	321,3	
Other milk products	1.090,1		1.024,7	959,3	893,9	828,5	763,1	697,7	1.212,8			1.185,4	1.140,0	1.094,5	1.049,0	1.003,6	958,1	
Beef meat	1.958,8		1.922,6	1.788,7	1.655,0	1.521,2	1.387,4	1.253,6	1.040,1			1.137,0	1.073,9	1.010,9	947,8	884,6	821,7	
Pigmeat	298,9		288,8	269,3	249,8	230,3	210,8	191,3	561,4			541,8	522,1	502,5	482,8	463,2	443,5	
Poultry meat	141,7		136,3	127,2	118,0	108,9	99,8	90,7	362,0			434,5	404,7	375,1	345,4	315,6	286,0	
Eggs	68,3		60,7	57,3	53,9	50,5	47,1	43,7	125,0			126,1	120,6	115,2	109,7	104,2	98,8	
Wine	61,2		57,5	53,9	50,2	46,5	42,8	39,2	2.917,4(2)			2.851,4	2.742,1	2.632,8	2.523,4	2.414,1	2.304,7	
Fruit and vegetables, fresh	82,5		77,6	72,6	67,7	62,7	57,8	52,8	953,7			920,3	886,9	853,6	820,2	786,8	753,4	
Fruit and vegetables, processed	13,0		12,2	11,4	10,7	9,9	9,1	8,3	181,4			175,1	168,7	162,4	156,0	149,7	143,3	
Raw tobacco	62,8		96,6	85,3	74,0	62,7	51,4	40,2	140,3			190,0	174,1	158,3	142,5	126,6	110,8	
Alcohol	150,2		141,2	132,2	123,2	114,2	105,1	96,1	1.452,4(2)			1.401,6	1.350,7	1.299,9	1.249,1	1.198,2	1.147,4	
Incorporated products	648,4		717,4	656,8	596,4	535,9	475,4	415,0	-			-	-	-	-	-	-	

(*) See Annex

(1) Does not include exports of sugar of ACP and Indian origin on which the Community is not making any reduction commitments. The average of export in the period 1986 to 1990 amounted to 1,6 mio t.

(2) 000 hl

SCHEDULE CXL - EUROPEAN COMMUNITIES

ANNEXE

Column 1: Description of products and tariff item numbers
at HS six digit level⁽¹⁾

1. Wheat and wheat flour include the following:

HS code	Product description
1001 10	} Wheat and meslin
1001 90	}
1101 00	Wheat or meslin flour
1103	Cereal groats, meal and pellets:
ex 1103 11	- Of durum wheat

2. Coarse grains include the following:

ex 0709 90	Sweet corn
ex 0712 90	Sweet corn
1002 00	Rye
1003 00	Barley
1004 00	Oats
1005 00	Maize (corn)
1007 00	Grain sorghum
1008 20	Millet
1102 10	Rye flour
1102 20	Maize flour
1102 90	Other cereal flour
	Cereal groats and meal:
ex 1103 11	- Of common wheat
1103 12	- Of oats
1103 13	- Of maize
1103 19	- Of other cereals
	Pellets
1103 21	- Of wheat
1103 29	- Of other cereals
1104 11	Rolled or flaked grains of barley
1104 12	Rolled or flaked grains of oats
1104 19	Rolled or flaked grains of other cereals
	Other worked grains (for example, hulled, pearled, sliced or kibbled):
1104 21	- Of barley
1104 22	- Of oats
1104 23	- Of maize
1104 29	- Of other cereals
1104 30	Germ of cereals, whole, rolled, flaked or ground
1107 10	Malt, not roasted
1107 20	Malt, roasted
1108 11	Wheat starch
1108 12	Maize starch
1108 13	Potato starch
1108 14	Manioc(cassava) starch
1108 19	Other starch
1109 00	Wheat gluten, whether or not dried
ex 1702 30	Glucose and glucose syrup, not containing fructose or containing in the dry state less than 20 % by weight of fructose, other than isoglucose
ex 1702 40	Glucose and glucose syrup, containing in the dry state at least 20 % but less than 50 % by weight of fructose, other than isoglucose
ex 1702 90	Other, including invert sugar, other than chemically pure maltose, isoglucose and caramel
ex 2106 90	Glucose syrup and maltodextrine syrup
2302	Bran, sharps and other residues, whether or not in the form of pellets derived from the sifting, milling or other working of cereals or of leguminous plants:
2302 10	- Of maize
2302 20	- Of rice

- 2302 30 - Of wheat
- 2302 40 - Of other cereals
- 2303 10 Residues of starch manufacture and similar residues
- 2309 Preparations of a kind used in animal feeding:
 - ex 2309 10) - Containing starch, glucose, glucose syrup, malto-
 - ex 2309 90) dextrine or maltodextrine syrup falling within headings 1702 30, 1702 40, 1702 90 and 2106 90 or milk products, other than fish or marine mammal solubles and preparations containing less than 50 % by weight of milk products.

- 3. Rice includes the following:
 - 1006 20 Husked (brown) rice
 - 1006 30 Semi-milled or wholly milled rice, whether or not polished or glazed
 - 1006 40 Broken rice

- 4. Rapeseeds include the following:
 - 1205 00 Rape or colza seeds, whether or not broken

- 5. Olive oil includes the following:
 - 1509 10) Olive oil and its fractions, whether or not refined, but
 - 1509 90) not chemically modified
 - 1510 00 Other oils and their fractions, obtained solely from olives, whether or not refined, but not chemically modified, including blends of those oils or fractions with oils or fractions of heading No 1509

- 6. Sugar includes the following:
 - 1701 Cane or beet sugar and chemically pure sucrose, in solid form:
 - Raw sugar not containing added flavouring or colouring matter:
 - 1701 11 -- Cane sugar
 - 1701 12 -- Beet sugar
 - Other:
 - 1701 91 -- Containing added flavouring or colouring matter
 - 1701 99 -- Other
 - ex 1702 30 Isoglucose
 - ex 1702 40 Isoglucose
 - 1702 60 Other fructose and fructose syrup, containing in the dry state more than 50 % by weight of fructose
 - ex 1702 90 Other, including invert sugar, other than chemically pure maltose and caramel containing less than 50 % by weight of sucrose in the dry matter
 - ex 2106 90 Flavoured or coloured sugar syrups, other than glucose syrup and malto dextrine syrup
 - ex chapter 20 Sugar added to products falling within this chapter

- 7. Butter and butteroil include the following:
 - 0405 Butter and other fats and oils derived from milk; dairy spreads:
 - 0405 10 - Butter
 - Dairy spreads:
 - ex 0405 20 -- Of a fat content, by weight, of more than 75 % but less than 80 %
 - 0405 90 - Other

- 8. Skimmed milk powder includes the following:
 - Milk and cream, concentrated or containing added sugar or other sweetening matter;
 - 0402 10 - In powder, granules or other solid forms, of a fat content, by weight, not exceeding 1,5%

- 9. Cheese include the following:
 - 0406 10)

- 0406 20)
- 0406 30)Cheese and curd
- 0406 40)
- 0406 90)

10. Other milk products include the following:

- 0401 10) Milk and cream, not concentrated nor containing added
- 0401 20) sugar or other sweetening matter
- 0401 30)
- 0402 21) Milk and cream, concentrated or containing added
- 0402 29) sugar or other sweetening matter
- 0402 91)
- 0402 99)
- 0403 Buttermilk, curdled milk and cream yogurt, kephir and other fermented or acidified milk and cream, whether or not concentrated or containing added sugar or other sweetening matter or flavoured or containing added fruit, nuts or cocoa:
- ex 0403 10 - Yogurt, not flavoured nor containing added fruit, nuts or cocoa
- ex 0403 90 - Other, not flavoured nor containing added fruit, nuts or cocoa
- 0404 90 Products consisting of natural milk constituents, whether or not containing added sugar or other sweetening matter, not elsewhere specified or included
- Preparations of a kind used in animal feeding
- ex 2309 10 - Containing not less than 50% by weight of milk products
- ex 2309 90 - Containing no starch or containing less than 10% by weight of starch, or containing glucose, glucose syrup, maltodextrine, maltodextrine syrup or milk products

11. Beef meat includes the following:

- 0102 10) Live bovine animals
- 0102 90)
- 0201 10)
- 0201 20) Meat of bovine animals, fresh or chilled
- 0201 30)
- 0202 10)
- 0202 20) Meat of bovine animals, frozen
- 0202 30)
- 0206 10 Edible offal of bovine animals, fresh or chilled
- 0206 29 Edible offal of bovine animals, frozen, other
- 0210 20 Meat of bovine animals, salted, in brine, dried or smoked
- Other prepared or preserved meat, meat offal or blood:
- 1602 50 - Of bovine animals

12. Pigmeat includes the following:

- 0103 91)Live swine, other than pure-bred breeding animals
- 0103 92)
- 0203 11)
- 0203 12)
- 0203 19)Meat of swine, fresh, chilled or frozen
- 0203 21)
- 0203 22)
- 0203 29)
- 0210 11)Meat and edible meat offal of swine, salted, in
- 0210 12) brine, dried or smoked
- 0210 19)
- 1601 00 Sausages and similar products, of meat, meat offal

or blood; food preparations based on these products

- 1602 10 Homogenized preparations
- 1602 20) Other prepared or preserved meat, meat offal or blood of
- 1602 41) swine
- 1602 42)
- 1602 49)
- 1602 90 Other, including preparations of blood of any animal

ex 1902 20 Stuffed pasta, whether or not cooked or otherwise prepared, containing more than 20% by weight of sausages and the like, of meat and meat offal of any kind, including fats of any kind or origin

13. Poultry meat includes the following:

Live poultry, that is to say, fowls of the species
Gallus domesticus, ducks, geese, turkeys and guinea fowls:

- 0105 11) - Weighing not more than 185 g.
 - 0105 12)
 - 0105 19)
 - 0105 92) - Other, fowls of the species Gallus domesticus
 - 0105 93)
 - 0207 11) Poultry, not cut in pieces, fresh or chilled,
 - 0207 24)
 - 0207 32)

 - 0207 12) Poultry, not cut in pieces, frozen
 - 0207 25)
 - 0207 33)

 - 0207 13) Poultry cuts and offal, other than fatty livers of geese
 - 0207 26) or ducks, fresh or chilled
 - 0207 35)

 - ex 0207 14) Poultry cuts and offal other than livers, frozen
 - ex 0207 27)
 - ex 0207 36)
- Other prepared or preserved meat, meat offal or blood:
- Of poultry of heading No 01.05:
- 1602 32 -- Of fowls of the species Gallus domesticus
 - 1602 39 -- Other, than of turkey

14. Eggs include the following:

- 0407 00 Birds' eggs, in shell, fresh, preserved or cooked

- 0408 11) Birds' eggs, not in shell, and egg yolks, fresh, dried,
- 0408 19) cooked by steaming or by boiling in water, moulded,
- 0408 91) frozen or otherwise preserved, whether or not containing
- 0408 99) added sugar or other sweetening matter

15. Wines include the following:

- 2009 60 Grape juice (including grape must)

- 2204 21) Other wine, than sparkling wine; grape must with
- 2204 29) fermentation prevented or arrested by the addition of alcohol
- 2204 30 Other grape must

16. Fruit and vegetables, fresh, include the following:

- 0702 00 Tomatoes, fresh or chilled
- 0802 12 Shelled almonds
- 0802 21) Hazelnuts or filberts
- 0802 22)
- 0802 31 Walnuts, in shell
- 0805 10 Oranges
- 0805 20 Mandarins, (including tangerines and satsumas);
clementines, wilkings and similar citrus hybrids
- 0805 30 Lemons and limes
- 0806 10 Grapes, fresh

- 0808 10 Apples
- 0809 30 Peaches, including nectarines, fresh

17. Fruit and vegetables, processed, include the following:

- 0806 20 Dried grapes
- 0812 10 Cherries, provisionally preserved, but unsuitable in that state for immediate consumption
- 2002 10 Tomatoes, whole or in pieces, prepared or preserved otherwise than by vinegar or acetic acid
- ex 2006 00 Fruit, nuts, fruit-peel and other parts of plants, preserved by sugar (drained, glacé or crystallized)
- 2008 19 Nuts and other seeds, including mixtures
- 2009 11 Frozen orange juice
- 2009 19 Other orange juice

18. Tobacco, raw, includes the following:

- | HS code | Product description |
|---------|--------------------------|
| 2401 10 |) Unmanufactured tobacco |
| 2401 20 |) |

19. Incorporated products include the following basic products, products derived from the processing of such basic products and products assimilated to one of those two categories, incorporated into products not included under point 1 to 18:

- ex 0402 10 Milk powder, without added sugar or other sweetening matter, obtained by the spray process:
 - with a fat content of less than 1,5% by weight and with a water content of less than 5% by weight
- ex 0402 21 - with a fat content of 26% by weight and a water content less than 5% by weight
- ex 0404 10 Powdered whey, obtained by the spray process, with a water content of less than 5% by weight
- ex 0405 10 Butter with a fat content by weight of 82%
- ex 0407 00 Poultry eggs in shell, fresh or preserved, other than eggs for hatching
- ex 0408 11) Birds' eggs, not in shell, and egg yolks, suitable for
- ex 0408 19) human consumption, fresh, dried or otherwise preserved,
- ex 0408 91) not sweetened
- ex 0408 99)
- ex 1001 10) Wheat and meslin, not for sowing
- ex 1001 90)
- 1002 00 Rye
- ex 1003 00 Barley, not for sowing
- ex 1004 00 Oats, not for sowing
 - 1005 90 Maize (not for sowing)
 - 1006 20 Husked (brown) rice
- ex 1006 30 Wholly milled rice, whether or not polished or glazed
 - 1006 40 Broken rice
- ex 1007 00 Grain sorghum, other than hybrids for sowing
 - 1101 00 Wheat or meslin flour
 - 1102 10 Rye flour
 - 1103 11 Wheat groats and meal
- 1701 11) Raw cane and beet sugar
- 1701 12)
- ex 1701 99 White sugar
- ex 1702 19 Lactose containing by weight 98,5 % lactose, expressed as anhydrous lactose, calculated on the dry matter
- ex 1702 40 Isoglucose containing, in the dry state, at least 41% by weight fructose
- ex 1702 90 Beet or cane syrups containing, in the dry state or more by weight of sucrose (including invert sugar expressed as sucrose)
- 1703 10) Molasses resulting from extraction or refining of sugar
- 1703 90)

(1) Where ex HS codes are indicated, the product coverage is to be determined by application of the HS code and the corresponding description taken together.

Column 3: Calendar / other year applied

Annual outlay commitment levels are to be applied by financial year i.e. the 12 month period from 16 October to 15 October. For the sugar sector, however, the commitment is to be applied for the 12-month period from 1 July to 30 June.

Column 5: Base quantity

Base quantities and annual quantity commitment levels are the total quantity of products encompassed by the "Description of products" independently of the state of processing or presentation in which the products are exported, except for the following sectors where the quantity is expressed in terms of the indicated product equivalent:

- a) Rice - expressed in milled rice equivalents
- b) Sugar - expressed in white sugar equivalent
- c) Beef meat - expressed in carcass equivalents
- d) Pigmeat - expressed in carcass equivalents
- e) Poultry - expressed in carcass equivalents
- f) Eggs - expressed in "shell eggs" equivalents
- g) Butter and butteroil- expressed in butter equivalents

Column 6: Calendar / other year applied

Annual quantity commitment levels are to be applied by marketing year, i.e. the 12 month period from 1 July to 30 June, except for the following sectors where the indicated marketing year is applied:

- (a) Rice and wine: 1 September to 31 August
- (b) Olive oil: 1 November to 31 October
- (c) Sugar: 1 October to 30 September